



Rapport du troisième trimestre 2020

Rapport financier
pour le trimestre clos le
31 décembre 2019



Votre partenaire de choix
en formation
partout dans le monde



Rapport aux actionnaires

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
3	3. À propos de CAE
8	4. Variations du change
8	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
11	6. Résultats consolidés
13	7. Résultats par secteur
18	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidé
19	9. Situation financière consolidée
21	10. Regroupements d'entreprises
22	11. Modifications de méthodes comptables
24	12. Contrôles et procédures
25	13. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

26	État consolidé de la situation financière
27	État consolidé du résultat net
28	État consolidé du résultat global
29	État consolidé des variations des capitaux propres
30	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

31	Note 1	Nature des activités et principales méthodes comptables
32	Note 2	Modifications de méthodes comptables
35	Note 3	Regroupements d'entreprises
35	Note 4	Participations mises en équivalence
36	Note 5	Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
38	Note 6	Autres profits – montant net
38	Note 7	Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
39	Note 8	Participation gouvernementale
39	Note 9	Capital-actions, résultat par action et dividendes
40	Note 10	Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
40	Note 11	Juste valeur des instruments financiers
41	Note 12	Transactions avec les parties liées

Rapport aux actionnaires

CAE publie ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 923,5 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 816,3 millions \$ au troisième trimestre l'an dernier. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est chiffré à 97,7 millions \$ (0,37 \$ par action) au troisième trimestre, comparativement à 77,6 millions \$ (0,29 \$ par action) l'an dernier. Le résultat net avant les éléments particuliers* s'est élevé à 98,0 millions \$ (0,37 \$ par action avant les éléments particuliers*) au troisième trimestre de l'exercice 2020.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est élevé à 154,9 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre, comparativement à 113,0 millions \$ (13,8 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 155,3 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2020. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« CAE a connu une croissance solide au troisième trimestre, avec une hausse de 13 % des revenus et de 37 % du résultat opérationnel, et nous avons généré des flux de trésorerie disponibles de 275 millions \$. Les clients ont continué de faire confiance à CAE comme partenaire de choix en formation, comme en témoignent les nouvelles commandes de 1,1 milliard \$ que nous avons obtenues, pour un carnet de commandes de 9,4 milliards \$ », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Notre performance est surtout attribuable au secteur Civil, dont le résultat opérationnel s'est accru de 42 % et grâce à nos solutions de formation innovatrices et complètes qui ont poursuivi leur lancée. Le secteur Défense a affiché une croissance de 32 % du résultat opérationnel et a obtenu des commandes de 1,11 fois supérieures aux revenus. Todd Probert s'est récemment joint à CAE en tant que président de groupe, Défense et sécurité, et je suis très heureux d'accueillir un leader de son calibre au sein de notre équipe de haute direction. Le secteur Santé a enregistré une croissance des revenus dans les deux chiffres, et nous avons continué à mettre en marché des solutions extrêmement innovatrices qui rendent les soins de santé plus sécuritaires. Les perspectives positives de croissance annuelle de la Société pour le reste de l'exercice demeurent inchangées. »

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se sont chiffrés à 558,1 millions \$ au troisième trimestre, en hausse de 22 % par rapport au même trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 123,0 millions \$ (22,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 87,2 millions \$ (19,0 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre l'an dernier. Au troisième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 123,4 millions \$ (22,1 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 42 % par rapport au troisième trimestre l'an dernier. Au troisième trimestre, le secteur Civil a livré 12 simulateurs de vol (FFS)* à des clients, et le taux d'utilisation* de ses centres de formation s'est fixé à 70 %.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats pour des solutions de formation d'une valeur de 706,2 millions \$, y compris un contrat à long terme de formation des pilotes avec JetSmart Airlines et la vente de 17 FFS, portant à 37 le nombre total de ventes enregistrées pour les neuf premiers mois de l'exercice. Depuis le début du mois de janvier, le secteur Civil a obtenu des commandes pour 7 FFS, dont 6 pour l'appareil B737MAX de Boeing, ce qui porte les ventes totales de FFS depuis le début de l'exercice à 44.

Pour soutenir la demande croissante mondiale de nouveaux pilotes, le secteur Civil a lancé, au cours du trimestre, de nouveaux programmes de licence de pilote en équipage multiple avec easyJet et Volotea ainsi qu'un nouveau programme de formation des élèves-pilotes appelé Approche Jazz, en partenariat avec Jazz Aviation et la Seneca School of Aviation. Dans le domaine de l'aviation d'affaires, le secteur Civil a conclu plusieurs contrats pour la formation des pilotes d'avions d'affaires avec des exploitants de jets d'affaires, dont JetSuite, Solairus Aviation et TAG Aviation Holdings.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,27 pour le trimestre et à 1,44 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait un montant record de 5,3 milliards \$ à la fin du trimestre.

Défense et sécurité (Défense)

Au troisième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont chiffrés à 332,4 millions \$, en hausse de 1 % par rapport au même trimestre l'an dernier, et son résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 31,3 millions \$ (9,4 % des produits des activités ordinaires). Abstraction faite des coûts de réorganisation enregistrés pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel du secteur Défense se serait établi à 33,2 millions \$ (10,0 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, en hausse de 32 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes d'une valeur de 367,4 millions \$, y compris des contrats pour fournir une solution complète d'entraînement à la marine allemande pour son hélicoptère NH90 Sea Lion ainsi que pour mettre à niveau et modifier les simulateurs de mission du NH90 des Forces armées allemandes. Les autres contrats importants comptent notamment la prochaine tranche d'un contrat sur plusieurs années avec l'U.S. Air Force pour continuer à fournir des services complets d'entraînement

des équipages du C-130H. Le secteur Défense a également reçu des commandes pour continuer à fournir des services de maintenance et de soutien à long terme à Rotorsim, une coentreprise entre CAE et Leonardo, et un contrat de l'U.S. Army pour fournir des dispositifs d'entraînement à la maintenance des chars M1A2 Abrams.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,11 pour le trimestre et à 0,88 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 4,2 milliards \$ à la fin du trimestre. Les occasions d'affaires du secteur Défense demeurent solides, environ 3,8 milliards \$ de soumissions et de propositions étant en attente d'une décision de clients.

Le 20 janvier 2020, CAE a annoncé la nomination de Todd Probert en tant que président de groupe, Défense et sécurité à compter du 27 janvier 2020. Il travaillera à Washington, DC et succède à Gene Colabatistto, qui a pris sa retraite de CAE en décembre 2019.

Santé

Au troisième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Santé se sont chiffrés à 33,0 millions \$, en hausse de 19 % comparativement à 27,7 millions \$ au même trimestre l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel a consisté en un bénéfice de 0,6 million \$, ce qui est stable par rapport au bénéfice de 0,6 million \$ enregistré au troisième trimestre l'an dernier.

En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists, le secteur Santé a lancé le dernier ajout à la série de modules interactifs de simulation d'anesthésie sur écran Anesthesia SimSTAT, qui est admissible à des crédits pour le maintien de la certification en anesthésie. Au cours du trimestre, le secteur Santé a également développé des solutions de formation sur mesure pour Edwards Lifesciences afin de rehausser la formation des médecins et livrer une application personnalisée de simulation cardiovasculaire à Cardinal Health (Cordis). En outre, le secteur Santé a remporté un prix EMS World Innovation pour CAE AresAR, application intégrant les HoloLens de Microsoft pour notre mannequin de soins d'urgence doté de six scénarios de réalité augmentée.

Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 275,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à 155,1 millions \$ au troisième trimestre l'an dernier. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles est essentiellement attribuable à la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. CAE enregistre habituellement un niveau d'investissement plus élevé dans le fonds de roulement hors trésorerie au cours de la première moitié de l'exercice et elle prévoit l'inversion d'une partie importante de cet investissement au cours de la seconde moitié.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 18,4 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 16 %, par rapport à 15 % au troisième trimestre l'an dernier. L'augmentation du taux d'imposition est attribuable à l'incidence des contrôles fiscaux au Canada pour l'exercice précédent, neutralisée en partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Pour le trimestre, le montant net des charges financières a totalisé 36,7 millions \$, en hausse de 17,4 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des intérêts sur la dette à long terme attribuable à l'émission de billets de premier rang non garantis depuis le quatrième trimestre de l'exercice 2019 et par l'augmentation des charges d'intérêt sur les obligations locatives par suite de l'adoption d'IFRS 16.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance* ont totalisé 51,6 millions \$ ce trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette* était de 2 306,6 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital* était de 48,5 %, comparativement à une dette nette de 2 442,8 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le capital de 51,0 % à la fin du trimestre précédent. Abstraction faite de l'incidence d'IFRS 16, la dette nette se serait établie à 2 021,2 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un ratio de la dette nette sur le capital de 44,9 %.

Le rendement du capital utilisé (RCU)* s'est établi à 11,4 % pour le trimestre, comparativement à 11,7 % au troisième trimestre l'an dernier, avant les éléments particuliers. Abstraction faite de l'incidence d'IFRS 16, le RCU avant les éléments particuliers aurait été de 11,6 % ce trimestre.

CAE versera un dividende de 0,11 \$ par action le 31 mars 2020 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 13 mars 2020 à la fermeture des bureaux.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019, CAE a racheté et annulé 386 700 actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au prix moyen pondéré de 32,69 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 12,6 millions \$. Le 7 février 2020, le conseil d'administration de CAE a autorisé le renouvellement de son offre publique de rachat d'actions

dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 321 474 de ses actions ordinaires émises et en circulation (soit quelque 2 % du nombre d'actions en circulation) pour la période débutant le 25 février 2020 et se terminant au plus tard le 24 février 2021.

Perspectives de la direction pour l'exercice 2020

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2020, lesquelles ont été mises à jour le 13 novembre 2019, demeurent inchangées. Dans le secteur Civil, la Société prévoit tirer parti du dynamisme au sein du marché de la formation, en augmentant sa part de marché et en établissant de nouveaux partenariats avec ses clients grâce à ses solutions de formation innovatrices. Toujours dans le secteur Civil, la Société prévoit générer une croissance du résultat opérationnel plus près de 30 %, à la lumière de la performance enregistrée depuis le début de l'exercice et de la demande accrue pour ses solutions de formation, y compris le maintien de sa part prépondérante du marché de la vente de FFS, et de l'intégration presque achevée de la division BAT de Bombardier, acquise récemment. Du côté du secteur Défense, la Société prévoit une modeste croissance du résultat opérationnel pour l'exercice, reflétant la performance du secteur Défense depuis le début de l'exercice, les attentes actuelles quant à la performance des programmes en carnet, ainsi que le calendrier prévu d'obtention de nouveaux contrats dans un fort éventail d'occasions d'affaires. CAE continue de s'attendre à ce que le secteur Santé affiche une croissance dans les deux chiffres pour l'exercice. Le financement des occasions de croissance demeure la principale priorité de CAE en matière d'affectation des capitaux et continue d'être stimulé et soutenu par l'impartition croissante de la formation des clients dans ses grands marchés principaux. CAE met l'accent sur les investissements en capitaux qui offrent une croissance durable et rentable et des rendements croissants, et qui appuient sa stratégie visant à être reconnue mondialement comme le partenaire de choix en formation. CAE prévoit toujours que les dépenses d'investissement en immobilisations annuelles totales augmenteront entre 10 % et 15 % environ pour l'exercice 2020, principalement pour répondre à la demande croissante de services de formation de ses clients actuels et pour conclure de nouveaux contrats à long terme avec eux. Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché, qui sont positives, et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2019 de CAE.

Responsabilité sociale d'entreprise

CAE crée une valeur soutenue pour ses clients, actionnaires et employés. Les produits et les services de CAE rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent les forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des soins de santé – nobles objectifs qui font la fierté des quelque 10 000 employés de CAE dans le monde. En tant que plus importante société de formation à l'échelle mondiale à desservir le secteur de l'aviation civile et seule société à être entièrement centrée sur la formation, CAE est résolument axée sur le client et l'innovation. De plus, CAE veut faire sa part dans la lutte contre les changements climatiques pour le bien-être des générations futures. En novembre 2019, CAE a annoncé son intention de devenir carboneutre à l'été 2020. La Société atteindra cet objectif en compensant les émissions de carbone provenant du carburant utilisé pour l'ensemble des vols de formation effectués dans ses académies, de la consommation d'énergie dans ses centres partout dans le monde et des voyages d'affaires en avion de tous ses employés. CAE collaborera également avec l'industrie afin d'utiliser progressivement des avions électriques pour la formation en vol dans ses académies. CAE continuera d'investir pour rendre ses simulateurs de vol plus écoénergétiques, ce qui permettra à ses clients du monde entier de réduire leur propre empreinte.

Pour soutenir les collectivités locales du Grand Montréal, CAE a récolté plus d'un million de dollars dans le cadre de la campagne CAE-Centraide 2019. Ce montant record été amassé grâce aux dons des employés et de l'entreprise. Depuis 2000, CAE et ses employés ont donné plus de 12,6 millions \$ à Centraide du Grand Montréal. En plus de Centraide, CAE offre son soutien aux collectivités dans lesquelles elle est établie par l'intermédiaire de dons et partenariats, essentiellement au profit de causes dans les secteurs de l'éducation, de l'aviation civile, de la défense et sécurité ainsi que de la santé.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de durabilité, consultez son [Rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale pour l'exercice 2019](#).

IFRS 16 – Contrats de location

À partir du 1^{er} avril 2019, CAE a adopté la norme IFRS 16 – *Contrats de location*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. La principale incidence de la norme IFRS 16 pour CAE est la constatation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Il en résultera une diminution de la charge au titre des contrats de location simple et une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles. Les résultats financiers présentés dans le communiqué de presse pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ne reflètent pas les modifications comptables requises par la norme IFRS 16 puisque la Société a adopté la norme le 1^{er} avril 2019. Pour de plus amples renseignements, y compris sur les incidences prévues de la transition à la norme IFRS 16, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires du trimestre clos le 31 décembre 2019.

* Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements sur ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE du T3-EX20.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 31 décembre 2019

1. POINTS SAILLANTS

ADOPTION D'IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

Le 1^{er} avril 2019, nous avons adopté IFRS 16, *Contrats de location*, en utilisant la méthode d'application rétrospective modifiée. Aux termes de cette méthode, la norme a été appliquée rétrospectivement et l'effet cumulatif de l'application initiale a été comptabilisé dans le solde d'ouverture des résultats non distribués au 1^{er} avril 2019, sans retraitement des chiffres des périodes de comparaison. L'information comparative est toujours présentée conformément à IAS 17, *Contrats de location*, et aux interprétations connexes. Un complément d'information sur l'incidence de l'adoption sur notre état consolidé de la situation financière et notre état consolidé du résultat net est présenté sous *Modifications de méthodes comptables*.

DONNÉES FINANCIÈRES

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020

(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)	T3-2020	T3-2019	Variation en \$	Variation en %
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	923,5 \$	816,3 \$	107,2 \$	13 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ¹	154,9 \$	113,0 \$	41,9 \$	37 %
ROS avant les éléments particuliers ¹	155,3 \$	113,0 \$	42,3 \$	37 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	97,7 \$	77,6 \$	20,1 \$	26 %
Résultat par action (RPA) de base et dilué	0,37 \$	0,29 \$	0,08 \$	28 %
Résultat par action avant les éléments particuliers ¹	0,37 \$	0,29 \$	0,08 \$	28 %
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles ¹	275,3 \$	155,1 \$	120,2 \$	77 %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	322,1 \$	217,6 \$	104,5 \$	48 %
Situation financière				
Capital utilisé ¹	4 752,5 \$	3 354,5 \$	1 398,0 \$	42 %
Fonds de roulement hors trésorerie ¹	134,1 \$	62,4 \$	71,7 \$	115 %
Dette nette ¹	2 306,6 \$	985,7 \$	1 320,9 \$	134 %
Rendement du capital utilisé (RCU) ¹	10,7 %	11,7 %		
RCU avant les éléments particuliers	11,4 %	11,7 %		
Carnet de commandes				
Carnet de commandes total ¹	9 434,3 \$	8 964,6 \$	469,7 \$	5 %
Prises de commandes ¹	1 106,6 \$	882,1 \$	224,5 \$	25 %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes ¹	1,20	1,08		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes pour les 12 derniers mois	1,22	1,19		

NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2020

(montants en millions, sauf les montants par action)	T3-2020	T3-2019	Variation en \$	Variation en %
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	2 645,9 \$	2 282,1 \$	363,8 \$	16 %
Résultat opérationnel sectoriel	390,6 \$	310,2 \$	80,4 \$	26 %
ROS avant les éléments particuliers	394,6 \$	310,2 \$	84,4 \$	27 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	233,0 \$	207,7 \$	25,3 \$	12 %
Résultat par action de base	0,88 \$	0,78 \$	0,10 \$	13 %
Résultat par action dilué	0,87 \$	0,77 \$	0,10 \$	13 %
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,88 \$	0,77 \$	0,11 \$	14 %
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles	166,1 \$	207,0 \$	(40,9) \$	(20) %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	298,8 \$	364,1 \$	(65,3) \$	(18) %

Les éléments particuliers touchant le ROS, le RPA et le RCU comprennent l'incidence de l'intégration de la division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier (BBAT) à l'exercice 2020 et à l'exercice 2019. Pour l'exercice 2019, les éléments particuliers touchant le RCU comprennent également le produit d'impôt sur le résultat découlant de l'adoption d'une baisse du taux d'imposition fédéral aux États-Unis et le profit net à la réévaluation de la participation antérieure dans l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (AACÉ).

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

AUTRES

- Le 4 novembre 2019, nous avons conclu une entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires d'une durée de 15 ans avec des entreprises affiliées de Directional Aviation Capital et l'acquisition d'une participation de 50 % dans SIMCOM Holdings, Inc. (SIMCOM), qui opère des simulateurs et des dispositifs d'entraînement au vol représentant une variété d'appareils y compris des jets, des turbopropulseurs et des avions à pistons;
- En décembre 2019, nous avons émis des billets de premier rang non garantis de 100,0 millions \$ US venant à échéance en décembre 2034 et remboursé des billets de premier rang non garantis de 95,0 millions \$, lesquels sont venus à échéance au cours de ce même mois.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice* et *2020* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2020;
- *Le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2019;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 7 février 2020 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2019. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 et à nos états financiers consolidés annuels audités, que vous trouverez dans notre rapport financier pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport financier 2019 vise aussi à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre mission;
- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *vouloir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les questions liées à la réglementation, des risques propres à CAE, comme l'évolution des normes et des technologies, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), l'intégration des produits et la gestion des programmes, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, les relations de travail, les questions environnementales, les risques liés à la responsabilité qui pourraient ne pas être couverts par les assurances ou des indemnités, les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des entreprises acquises par voie de fusions, d'acquisitions, de coentreprises, d'alliances stratégiques ou de dessaisissements, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la durée du cycle de vente, le caractère saisonnier des activités, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires, les systèmes de technologie de l'information, y compris les menaces liées à la cybersécurité, la confidentialité des données et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs, de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital et le risque de crédit, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, y compris l'instabilité politique, les lois anticorruption et les questions fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liées à nos activités sont présentées dans notre rapport financier 2019. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 10 000 employés et 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 220 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense, dont plus de 135 000 pilotes, et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre mission

Par l'intermédiaire de la formation que nous fournissons, nous visons à améliorer la sécurité du transport aérien, la préparation aux missions des forces de défense et la sûreté des soins de santé.

3.3 Notre vision

Notre vision est d'être reconnus mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.4 Notre stratégie

Nous assurons la sécurité, l'efficacité et la préparation de nos clients dans trois principaux marchés : aviation civile, défense et sécurité, et santé.

Nous sommes une société unique, entièrement centrée sur la formation, et notre engagement envers les besoins de formation à long terme de nos clients est incontesté depuis plus de 70 ans.

Nous offrons la gamme de solutions de formation complètes la plus innovatrice et la plus vaste qui soit par l'intermédiaire d'un réseau mondial qui conjugue la formation sur appareil, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la réalité augmentée, de même que la formation constructive au moyen de simulations sur ordinateur. Nos impératifs stratégiques se concentrent sur la protection de notre position de chef de file et la croissance plus rapide que les marchés sous-jacents.

Six forces

Nous sommes d'avis que six forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et nous placent en bonne position en vue d'une croissance à long terme durable :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Tendances favorables constantes;
- Possibilité de rendements plus importants;
- Culture d'innovation.

Haut niveau d'activités récurrentes

Nous exerçons des activités dans des secteurs fortement réglementés ayant des exigences de formation obligatoires et périodiques pour le maintien des attestations professionnelles. Plus de 60 % de nos activités proviennent de la prestation de services, importante source d'activités récurrentes, et sont en grande partie tributaires d'ententes à long terme avec nombre de compagnies aériennes, d'exploitants d'avions d'affaires et de forces de défense.

Fossé concurrentiel solide

Notre réseau mondial de formation, nos solutions uniques de formation de bout en bout, d'élève-pilote à commandant de bord, nos systèmes de formation à composante numérique, notre expertise en intégration de systèmes de formation, nos connaissances inégalées des clients de même que la puissance et la notoriété de notre image de marque sont au cœur de notre fossé concurrentiel.

Espace pour croître dans les grands marchés

Nous fournissons des solutions de formation innovatrices à des clients dans d'importants marchés exploitables liés à l'aviation civile, à la défense et à la sécurité ainsi qu'à la santé. Ces trois grands marchés présentent des occasions inexploitées qui nous dotent d'une marge de manœuvre considérable pour accroître notre part de marché à long terme.

Tendances favorables constantes

Il existe des tendances favorables marquées dans le secteur de l'aviation civile et celui de la défense et de la sécurité. Le trafic passagers et les budgets de défense devraient continuer de croître dans le monde au cours des 10 prochaines années.

Possibilité de rendements plus importants

Pour chacun de nos secteurs, nous prévoyons que le taux de croissance sera supérieur à celui des marchés sous-jacents. La proportion croissante des produits des activités ordinaires que nous tirons des services de formation présente la possibilité d'un cycle moins amplifié, la formation découlant en grande partie des besoins en formation du parc d'appareils en service. Nous mettons également à contribution notre position dominante sur le marché pour approfondir et étendre nos relations clients. Nous constatons des occasions d'utiliser davantage notre réseau de formation, d'accroître les produits des activités ordinaires que nous tirons de nos actifs existants et de déployer de nouveaux actifs qui offrent des rendements croissants.

Culture d'innovation

Nous tirons un avantage concurrentiel considérable de notre position de chef de file de l'innovation en matière de produits de simulations et de solutions de formation. En collaboration avec nos clients, nous concevons et livrons les systèmes de formation les plus perfectionnés du secteur et les dotons des plus récentes innovations technologiques en matière de simulation, de réalité augmentée et de technologies numériques, qui façonnent l'avenir de la formation.

3.5 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des fabricants OEM.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous disposons de la position unique et de la portée mondiale pour répondre aux besoins des pilotes professionnels tout au long de leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation civile dans le monde. Notre vaste expérience du secteur et notre leadership éclairé en la matière, notre important réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans plus de 35 pays et, grâce à notre important réseau de plus de 50 centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 303 simulateurs de vol (FFS)², y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme nos systèmes de formation de prochaine génération, y compris un système fournissant des données en temps réel et des évaluations normalisées appelé CAE Rise^{MC}, qui améliorent la qualité, l'objectivité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances axées sur les données de vol et de simulation jusqu'ici inexploitées. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol et compte plus de 30 programmes de formation des élèves-pilotes dans le monde. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO).

Qualité, fidélité, fiabilité et innovation sont au cœur des dispositifs de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux, pour des exploitants d'avions d'affaires ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nos dispositifs de simulation de vol, incluant nos FFS, sont conçus pour satisfaire aux exigences rigoureuses tout au long de leur durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Notre portée mondiale nous permet d'offrir les meilleurs services de soutien sur le marché, comme la surveillance à distance en temps réel, et de tirer parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de maintenance.

La demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes dans le monde et de l'accroissement des parcs d'appareils en service. À mesure que les économies mondiales et les flottes des transporteurs poursuivent leur expansion, il en va de même avec la demande de personnel qualifié des compagnies aériennes et, en conséquence, la demande de solutions de formation complètes.

- Dans le secteur de l'aviation commerciale, le secteur de l'aéronautique prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera de 4,1 % par année au cours de la prochaine décennie. Pour les douze premiers mois de l'année civile 2019, le trafic passagers a augmenté de 4,2 % par rapport aux douze premiers mois de l'année civile 2018. Le trafic passagers a progressé de 4,98 % en Asie-Pacifique, alors qu'il s'est accru de 4,2 % en Europe, 4,2 % en Amérique latine, de 4,1 % en Amérique du Nord et de 2,4 % au Moyen-Orient;
- Dans le secteur de l'aviation d'affaires, il existe un lien étroit entre la demande de formation et les vols d'avions d'affaires. Selon la Federal Aviation Administration, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, est demeuré stable au cours des 12 derniers mois;
- Le parc mondial d'avions commerciaux devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,4 % par année au cours des deux prochaines décennies. De décembre 2018 à décembre 2019, le parc mondial d'avions commerciaux s'est accru de 4,6 %, affichant une hausse de 6,3 % en Asie-Pacifique, de 4,2 % en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de 3,6 % en Amérique.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Croissance du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions intégrées d'entraînement réel, virtuel et constructif (iLVC) destinées aux forces de défense. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement en vol, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Grâce à notre savoir-faire et à notre expérience en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, nous sommes à même d'aider les forces de défense à atteindre un équilibre optimal dans leur entraînement iLVC afin d'assurer la préparation aux missions. Notre savoir-faire en matière d'entraînement englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des appareils télépilotes, aussi appelés systèmes aériens sans pilote. Nous transposons de plus en plus nos capacités d'intégration de systèmes de formation au domaine naval afin de fournir des solutions d'entraînement naval, comme l'illustre le programme portant sur la fourniture d'un centre d'entraînement naval complet pour la marine des Émirats arabes unis et notre rôle de soutien dans la phase de conception du programme de navires de combat de surface canadiens. Nous offrons des solutions d'entraînement aux forces terrestres, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major. Au cours de l'exercice 2019, nous avons acquis et intégré Alpha-Omega Change Engineering Inc. (AOCE) à CAE USA Mission Solutions Inc. (MSI), une filiale de CAE USA Inc. qui est autorisée à participer à des programmes de sécurité de plus haut niveau.

Les forces de défense s'efforcent de faire davantage appel à l'entraînement virtuel et d'équilibrer leurs programmes entre l'entraînement réel, virtuel et constructif de manière à maximiser la préparation et l'efficacité. Nous privilégions les programmes qui intègrent l'entraînement réel, virtuel et constructif, dont l'envergure est habituellement plus grande que ceux ne portant que sur l'un des trois aspects de la formation. En tant qu'intégrateurs de systèmes de formation de premier plan, nous sommes dans une position unique pour offrir à nos clients une gamme complète de solutions iLVC innovatrices allant d'environnements d'apprentissage numérique et de capacités de réalité augmentée à l'entraînement réel, virtuel et constructif intégré dans un environnement en réseau sécurisé. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement imparties dans des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par un sous-traitant; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons des services d'analyse des besoins en formation, des services d'analyse des données de formation, des didacticiels, des services de conception de systèmes d'entraînement, des installations, des centres de contrôle tactique, des environnements synthétiques, des solutions de réalité augmentée, une gamme de simulateurs et de dispositifs d'entraînement, des outils d'entraînement en vol, des salles de classe dotées d'outils de médias numériques, des services d'entraînement en mode distribué, des services d'élaboration de scénarios, des formateurs, des services d'exploitation de centres de formation, ainsi qu'un processus continu d'amélioration de la formation intégrant l'analyse de mégadonnées.

Nous avons livré des produits de simulation et offert des services d'entraînement à une cinquantaine de forces de défense dans plus de 40 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et des services d'entraînement sur simulateur dans plus de 100 établissements dans le monde, y compris nos coentreprises. Nous soutenons également l'entraînement en vol, notamment aux termes du programme d'entraînement en vol de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) au Canada et des programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions d'entraînement sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Croissance des budgets de défense;
- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance;
- Défis liés au recrutement, à l'entraînement et au maintien en poste de pilotes et de membres d'équipage pour les forces militaires du monde entier;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique, notamment par l'adoption de solutions de réalité augmentée;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons et fabriquons des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élaborons des didacticiels et offrons des services pour la formation des étudiants en médecine, soins infirmiers et soins paramédicaux ainsi que des fournisseurs de soins de santé partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant les erreurs médicales. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité des soins aux patients. Pour ce faire, nous avons créé à ce jour trois Centres d'excellence CAE Santé afin d'améliorer la formation clinique et d'élaborer de nouvelles technologies de formation et du nouveau contenu à l'intention des professionnels des soins de santé et des étudiants. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît, on constate aux États-Unis une transition des soins rémunérés à l'acte vers les soins fondés sur la valeur dans les hôpitaux. De plus, les centres de simulation sont de plus en plus présents dans les écoles de soins infirmiers et les facultés de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée et la plus innovatrice de produits et de services de simulation médicale, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention chirurgicale, des solutions audiovisuelles, des solutions de gestion de centres, des applications de réalité augmentée, des modules d'apprentissage en ligne et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation fondées sur la simulation en soins de santé. Nous fournissons des solutions de formation à des clients dans plus de 80 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau mondial. Nous sommes un chef de file du marché des simulateurs de patients fondés sur des modèles de physiologie humaine évolués qui simulent des réactions humaines réalistes aux interventions cliniques. Par exemple, notre simulateur d'accouchement haute fidélité Lucina a été conçu pour offrir des scénarios de simulation d'un réalisme exceptionnel qui permettent de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares. Au cours des deux dernières années, nous avons continué d'investir dans le développement de nouveaux produits de moyenne fidélité pour répondre à la demande croissante sur le marché de la simulation en soins de santé. Nous avons lancé CAE Juno, un mannequin de compétences cliniques qui permet aux programmes de soins infirmiers de s'adapter à l'accès restreint aux patients attribuable aux conditions complexes des patients hospitalisés et aux questions de responsabilité en soins de santé, le mannequin en soins d'urgence CAE Ares, qui est conçu pour la formation avancée en réanimation et la formation de l'American Heart Association (AHA), et le simulateur de nouveau-né CAE Luna, produit innovant qui simule un état critique des nouveau-nés et des nourrissons. Grâce à ces solutions, nous fournissons des outils d'apprentissage parmi les plus innovateurs qui soient aux établissements universitaires de santé, qui constituent le principal segment de marché de la simulation dans le domaine des soins de santé. Nous continuons de repousser les limites de la technologie et nous avons été la première entreprise à commercialiser une application de réalité mixte intégrant les HoloLens de Microsoft sur le marché de la simulation médicale. Nous continuons d'intégrer la réalité augmentée et virtuelle à nos plateformes logicielles de pointe afin d'offrir des solutions de formation adaptées et des produits révolutionnaires.

Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous offrons de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation au Canada, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Notre Académie compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré des didacticiels pour plus de 500 expériences cliniques simulées à l'intention de nos clients.

Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation dans le domaine des soins de santé. Nous collaborons également avec des fabricants d'équipements médicaux et des sociétés scientifiques pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées. En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists (ASA), nous avons, depuis septembre 2017, lancé cinq modules en ligne pour Anesthesia SimSTAT, un environnement clinique virtuel à l'intention des médecins. Cette nouvelle plateforme offre une formation médicale continue pour le maintien de la certification en anesthésie (MOCA) et nous a permis d'étendre l'accès à la formation clinique fondée sur la simulation au domaine de l'anesthésiologie. En outre, par l'intermédiaire de partenariats sectoriels avec des fabricants d'équipements médicaux, nous avons mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à implanter des stimulateurs cardiaques de prochaine génération, de même que CAE CathLabVR, un simulateur d'intervention de cathétérisme en laboratoire de conception modulaire et portative que nous avons lancé dans le secteur de la simulation cardiaque en septembre 2018. En janvier 2018, nous avons annoncé une collaboration avec l'AHA pour créer un réseau d'établissements de formation mondiaux qui offriront des cours de secourisme de l'AHA dans des pays actuellement mal desservis.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies de réalité mixte et des technologies médicales;
- Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des méthodes de formation innovatrices et adaptées;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients.

Vous trouverez un complément d'information sur nos activités dans notre rapport financier de l'exercice 2019, notre notice annuelle et notre rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	31 décembre 2019	30 septembre 2019	Augmentation / (diminution)	31 mars 2019	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,30	1,32	(2) %	1,34	(3) %
Euro (€)	1,46	1,44	1 %	1,50	(3) %
Livre sterling (£)	1,72	1,63	6 %	1,74	(1) %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	31 décembre 2019	30 septembre 2019	Augmentation / (diminution)	31 décembre 2018	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,32	1,32	— %	1,32	— %
Euro (€)	1,46	1,47	(1) %	1,51	(3) %
Livre sterling (£)	1,70	1,63	4 %	1,70	— %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 10,4 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 2,2 millions \$ du résultat net du trimestre considéré par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 9,1 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 1,3 million \$ du résultat net par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2019. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du troisième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Rendement du capital utilisé (RCU)

Le RCU sert à évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA correspond à la dette nette divisée par le BAIIA des douze derniers mois. Le BAIIA s'entend du bénéfice avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Nombre équivalent de simulateurs

Le NES est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Simulateurs de vol (full-flight simulators ou FFS) déployés dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Dans notre calcul du nombre de FFS déployés dans le réseau, nous n'incluons généralement que les FFS haute fidélité et excluons les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Prises de commandes et carnet de commandes

Prises de commandes

Les prises de commandes sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;

- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes total est une mesure financière hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel (ROS)

Le résultat opérationnel sectoriel est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration liés aux programmes d'envergure ne découlant pas de transactions stratégiques importantes.

En outre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers élimine les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Résultat par action avant les éléments particuliers

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces autres profits, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – Troisième trimestre de l'exercice 2020

(montants en millions, sauf les montants par action)	T3-2020	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019
Produits des activités ordinaires	923,5	896,8	825,6	1 022,0	816,3 \$
Coût des ventes	632,0	660,1	581,9	734,0	583,0 \$
Marge brute ³	291,5	236,7	243,7	288,0	233,3 \$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	31,6	26,4	29,5	28,2	28,6 %
Frais de recherche et de développement ³	33,6	35,8	31,9	9,9	31,1 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	118,3	98,0	113,3	123,2	101,4 \$
Autres profits — montant net	(3,5)	(11,5)	(0,3)	(5,2)	(2,5) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(11,8)	(10,4)	(12,1)	(10,3)	(9,7) \$
Résultat opérationnel ³	154,9	124,8	110,9	170,4	113,0 \$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	16,8	13,9	13,4	16,7	13,8 %
Charges financières — montant net	36,7	34,3	34,9	25,7	19,3 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	118,2	90,5	76,0	144,7	93,7 \$
Charge d'impôt sur le résultat	18,4	15,5	13,0	19,3	14,2 \$
En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition)	16	17	17	13	15 %
Résultat net	99,8	75,0	63,0	125,4	79,5 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	97,7	73,8	61,5	122,3	77,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,1	1,2	1,5	3,1	1,9 \$
	99,8	75,0	63,0	125,4	79,5 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	0,37	0,28	0,23	0,46	0,29 \$
Résultat par action avant les éléments particuliers ³	0,37	0,28	0,24	0,48	0,29 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 13 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 107,2 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019. L'augmentation des produits des activités ordinaires s'est fixée à 99,7 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, à 5,3 millions \$ pour le secteur Santé et à 2,2 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 363,8 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits des activités ordinaires s'est fixée à 283,2 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, à 70,6 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et à 10,0 millions \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel sectoriel³ en hausse de 41,9 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 154,9 millions \$, soit 16,8 % des produits des activités ordinaires, pour le trimestre, par rapport à 113,0 millions \$, soit 13,8 % des produits des activités ordinaires, pour le troisième trimestre de l'exercice 2019. La hausse du résultat opérationnel sectoriel s'est établie à 35,8 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 6,1 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité. Le résultat opérationnel du secteur Santé est demeuré stable.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 390,6 millions \$, soit 14,8 % des produits des activités ordinaires, par rapport à 310,2 millions \$, soit 13,6 % des produits des activités ordinaires, pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 80,4 millions \$, soit 26 %. La hausse du résultat opérationnel sectoriel s'est établie à 93,0 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, neutralisée en partie par la diminution de 8,4 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et par celle de 4,2 millions \$ pour le secteur Santé.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Le 1^{er} avril 2019, nous avons adopté IFRS 16 sans retraitement des chiffres des périodes comparatives. Conformément à IFRS 16, nous avons éliminé la charge au titre des contrats de location simple qui était comptabilisée aux termes d'IAS 17 et l'avons remplacée par une dotation aux amortissements supplémentaire qui découle des actifs au titre de droits d'utilisation additionnels et qui est comptabilisée de façon linéaire sur la durée des contrats de location, et par des charges d'intérêt plus élevées qui découlent de la comptabilisation des obligations locatives et qui sont calculées au taux d'intérêt effectif.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en hausse de 17,4 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019 s'explique essentiellement par la hausse des intérêts sur la dette à long terme attribuable à l'émission de billets non garantis de premier rang depuis le quatrième trimestre de l'exercice 2019 et par l'augmentation des intérêts sur les obligations locatives par suite de l'adoption d'IFRS 16.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, le montant net des charges financières s'est établi à 105,9 millions \$, en hausse de 50,7 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est en grande partie attribuable à l'augmentation des intérêts sur la dette à long terme du fait de l'émission de billets non garantis de premier rang, à l'augmentation des intérêts sur les obligations locatives par suite de l'adoption d'IFRS 16 et à la baisse des produits financiers.

Taux d'imposition de 16 % pour le trimestre

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 18,4 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 16 %, par rapport à 15 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2019.

L'augmentation du taux d'imposition pour le trimestre par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019 s'explique d'abord et avant tout par l'incidence de contrôles fiscaux au Canada pour l'exercice précédent, neutralisée en partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, la charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 46,9 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 16 %, soit un taux stable comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

L'an dernier, le taux d'imposition avait bénéficié de l'incidence de contrôles fiscaux au Canada alors que pour l'exercice à l'étude, il a bénéficié d'un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

6.2 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

Carnet de commandes total⁴ en hausse de 2 % par rapport au trimestre précédent

(montants en millions)	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019
Commandes engagées ⁴ en début de période	7 473,7 \$	7 461,4 \$
+ prises de commandes ⁴	1 106,6	3 042,8
- produits des activités ordinaires	(923,5)	(2 645,9)
+/- ajustements	(47,1)	(248,6)
Commandes engagées en fin de période	7 609,7 \$	7 609,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises ⁴ (exclusivement composé de commandes engagées)	424,0	424,0
Commandes non financées et options ⁴	1 400,6	1 400,6
Carnet de commandes total	9 434,3 \$	9 434,3 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁴ pour le trimestre s'est établi à 1,20. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,22.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2020	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019
Solutions de formation pour l'aviation civile	123,0 22,0	100,2 18,9	98,6 20,6	115,5 19,5	87,2 \$ 19,0 %
Défense et sécurité	31,3 9,4	26,0 7,7	15,1 4,7	50,7 13,1	25,2 \$ 7,6 %
Santé	0,6 1,8	(1,4) —	(2,8) —	4,2 10,3	0,6 \$ 2,2 %
Résultat opérationnel sectoriel	154,9	124,8	110,9	170,4	113,0 \$

Capital utilisé⁵

<i>(montants en millions)</i>	T3-2020	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019
Solutions de formation pour l'aviation civile	3 734,5	3 655,2	3 549,6	3 274,7	2 333,7 \$
Défense et sécurité	1 074,4	1 191,8	1 192,2	1 032,0	1 032,8 \$
Santé	224,7	225,8	226,8	222,8	223,2 \$
	5 033,6	5 072,8	4 968,6	4 529,5	3 589,7 \$

7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020

Expansion

- Le 4 novembre 2019, nous avons conclu une entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires d'une durée de 15 ans avec des entreprises affiliées de Directional Aviation Capital et l'acquisition d'une participation de 50 % dans SIMCOM, qui opère des simulateurs et des dispositifs d'entraînement au vol représentant une variété d'appareils y compris des jets, des turbopropulseurs et des avions à pistons.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons annoncé deux nouveaux programmes de licence de pilote en équipage multiple en partenariat avec easyJet et Volotea;
- En partenariat avec Jazz Aviation et la Seneca School of Aviation, nous avons annoncé un nouveau programme canadien de formation des élèves-pilotes appelé Approche Jazz.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires de 706,2 millions \$, dont des contrats sur la fourniture de 17 FFS au cours du trimestre, portant le total des commandes visant la fourniture de FFS du secteur civil à 37 pour les neuf premiers mois de l'exercice, dont les suivants :

- Deux FFS Boeing 737MAX à Emirates – CAE Flight Training, une coentreprise d'Emirates Airline et de CAE;
- Deux FFS Boeing 777X à Emirates Airline;
- Un FFS Embraer E190 et un FFS Embraer E190-E2, à KLM Royal Airlines;
- Onze FFS à des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un contrat de 10 ans pour la formation des pilotes avec JetSmart Airlines SpA;
- Un renouvellement de contrat de 3 ans pour la formation des pilotes d'avions d'affaires avec TAG Aviation Holdings;
- Un renouvellement de contrat exclusif de 6 ans pour la formation des pilotes d'avions d'affaires avec JetSuite;
- Un renouvellement de contrat de 4 ans pour la formation des pilotes d'avions d'affaires avec Solairus Aviation.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés, le taux d'utilisation et les FFS livrés)

	T3-2020	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019
Produits des activités ordinaires	558,1	529,9	477,6	593,4	458,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel	123,0	100,2	98,6	115,5	87,2 \$
Marges opérationnelles	22,0	18,9	20,6	19,5	19,0 %
ROS avant les éléments particuliers ⁶	123,4	101,4	101,0	122,3	87,2 \$
Marges opérationnelles avant les éléments particuliers	22,1	19,1	21,1	20,6	19,0 %
Dotation aux amortissements	59,8	57,3	55,9	47,5	37,7 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	45,8	52,4	83,6	87,9	55,3 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles et autres actifs	7,0	10,3	5,4	7,2	10,3 \$
Capital utilisé	3 734,5	3 655,2	3 549,6	3 274,7	2 333,7 \$
Carnet de commandes total	5 263,0	5 124,8	5 090,3	5 039,6	4 566,1 \$
Unités NES ⁶	252	243	242	224	219
FFS déployés dans le réseau de CAE ⁶	303	299	294	286	266
Taux d'utilisation ⁶	70	69	76	75	75 %
FFS livrés	12	18	5	25	16

Produits des activités ordinaires en hausse de 22 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019

La hausse des produits des activités ordinaires par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019 découle de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs du fait du calendrier de production et des autres grandes étapes pour les dispositifs dont les produits ne sont pas comptabilisés à la livraison, de l'intégration de BBAT dans nos résultats par suite de son acquisition au quatrième trimestre de l'exercice 2019 et de l'apport des simulateurs récemment installés dans notre réseau. La hausse a été contrebalancée en partie par le recul du nombre de livraisons.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires ont totalisé 1,6 milliard \$, en hausse de 283,2 millions \$, soit 22 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires par rapport à la période correspondante de l'exercice 2019 découle de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs du fait d'un nombre plus élevé de livraisons et du calendrier de production et des autres grandes étapes pour les dispositifs dont les produits ne sont pas comptabilisés à la livraison, de l'intégration de BBAT dans nos résultats et de l'apport des simulateurs récemment installés dans notre réseau.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 41 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 123,0 millions \$ (22,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 87,2 millions \$ (19,0 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2019.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 35,8 millions \$, soit 41 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019. L'augmentation est d'abord et avant tout attribuable à l'intégration des activités de BBAT dans nos résultats, à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs, comme il est expliqué plus haut, et à une combinaison favorable de programmes à notre usine de fabrication. La hausse a été contrebalancée en partie par la diminution du taux d'utilisation, surtout en Europe.

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 321,8 millions \$ (20,6 % des produits des activités ordinaires) pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 93,0 millions \$, soit 41 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par l'intégration des activités de BBAT dans nos résultats, par une combinaison favorable de programmes à notre usine de fabrication, par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de la vente de simulateurs, comme il est expliqué plus haut, et par l'apport des simulateurs récemment installés dans notre réseau. Elle a été annulée en partie par la diminution du taux d'utilisation, surtout en Amérique.

Abstraction faite des coûts découlant de l'intégration de BBAT, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 123,4 millions \$ (22,1 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre et à 325,8 millions \$ (20,8 % des produits des activités ordinaires) pour les neuf premiers mois de l'exercice, soit une hausse respective de 42 % et de 42 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et depuis le début de l'exercice.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 45,8 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 32,0 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 13,8 millions \$.

Capital utilisé en hausse de 79,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique par l'investissement accru dans les participations mises en équivalence attribuable à l'acquisition d'une participation de 50 % dans SIMCOM. L'augmentation a été annulée en partie par la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, du fait de la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer, de la diminution des actifs sur contrat et de la hausse des passifs sur contrat.

Carnet de commandes total en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019
Commandes engagées en début de période	4 816,1 \$	4 679,2 \$
+ prise de commandes	706,2	2 002,9
- produits des activités ordinaires	(558,1)	(1 565,6)
+/- ajustements	(40,9)	(193,2)
Commandes engagées en fin de période	4 923,3 \$	4 923,3 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	339,7	339,7
Carnet de commandes total	5 263,0 \$	5 263,0 \$

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence défavorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,27 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,44.

7.2 Défense et sécurité

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020

Expansions

- Le ministère de la Défense néerlandais a ouvert un nouveau centre de formation à la base maritime aéronavale De Kooy à Den Helder, aux Pays-Bas, où CAE fournira des services de maintenance et de soutien pour le simulateur d'entraînement au vol et aux missions NH90 situé dans cet établissement;
- MSI a été sélectionnée pour un contrat ID/IQ auprès des Services-conseils et assistance de la U.S. Air Force. MSI aura maintenant l'occasion d'être en concurrence pour l'exécution de tâches émises dans le cadre de ce contrat ID/IQ, qui fournit de la formation technique et des services d'analyse afin de soutenir et d'améliorer la mise sur pied de politiques, la prise de décision opérationnelle, l'administration et la gestion.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé CAE TRAX Academy, un continuum de formation intégré et évolué, conçu pour offrir un rendement plus rapide et plus efficace en matière d'entraînement des élèves-pilotes militaires. Nous avons lancé le simulateur en réalité virtuelle (RV) CAE Sprint, qui fait partie intégrante de CAE TRAX Academy, afin de permettre l'apprentissage à un rythme adapté à chacun dans un environnement virtuel immersif et haute-fidélité.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 367,4 millions \$, notamment :

- Un contrat de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition pour fournir des solutions de formation complètes à la marine allemande pour son hélicoptère NH90 Sea Lion;
- Un contrat de l'Organisme fédéral des équipements, des technologies de l'information et du soutien en service de la Bundeswehr en Allemagne pour la mise à niveau et la modification des simulateurs de mission du NH90 des Forces armées allemandes dans le cadre d'une prolongation de cinq ans, soit jusqu'en 2027, du contrat portant sur le NH90 exécuté par la coentreprise Helicopter Flight Training Services;
- Un contrat de l'U.S. Air Force pour continuer à fournir des services de formation des équipages du C-130H;
- Un contrat de Rotorsim, une coentreprise entre CAE et Leonardo, pour continuer à fournir des services de maintenance et de soutien à long terme sur un éventail de simulateurs d'hélicoptères;
- Un contrat de l'armée américaine pour fournir des dispositifs d'entraînement supplémentaires à la maintenance des moteurs de chars Abrams M1A2.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2020	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019
Produits des activités ordinaires	332,4	336,5	320,5	387,9	330,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel	31,3	26,0	15,1	50,7	25,2 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	9,4	7,7	4,7	13,1	7,6 %
Dotation aux amortissements	14,1	14,6	14,1	12,4	11,8 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	5,5	6,2	4,4	7,7	4,7 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles et autres actifs	11,2	12,7	14,6	14,5	11,2 \$
Capital utilisé	1 074,4	1 191,8	1 192,2	1 032,0	1 032,8 \$
Carnet de commandes total	4 171,3	4 113,6	4 271,9	4 455,3	4 398,5 \$

Produits des activités ordinaires stables par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019

L'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens a été annulée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes de produits nord-américains et des programmes au Moyen-Orient, ainsi que par l'incidence défavorable des variations du change sur la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires ont totalisé 989,4 millions \$, en hausse de 70,6 millions \$, soit 8 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique en grande partie par l'intégration d'AOCE dans nos résultats suite à son acquisition au deuxième trimestre de l'exercice 2019 et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et européens, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient et en Australasie.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 24 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 31,3 millions \$ (9,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 25,2 millions \$ (7,6 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2019.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019 s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation de l'apport des programmes nord-américains grâce à la combinaison plus favorable des programmes et par la rentabilité accrue de nos coentreprises, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration et par les coûts de réorganisation de 1,9 million \$ engagés ce trimestre.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 72,4 millions \$ (7,3 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 8,4 millions \$, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique d'abord et avant tout par l'apport moindre des programmes de produits nord-américains, par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration et par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement. La diminution a été annulée en partie par l'intégration d'AOCE dans nos résultats et par la rentabilité accrue de nos coentreprises.

Capital utilisé en baisse de 117,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse du capital utilisé s'explique en grande partie par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie, essentiellement du fait de l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer ainsi que des passifs sur contrat, de même que de la baisse des actifs sur contrat.

Carnet de commandes total en hausse de 1 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019
Commandes engagées en début de période	2 657,6 \$	2 782,2 \$
+ prise de commandes	367,4	949,0
- produits des activités ordinaires	(332,4)	(989,4)
+/- ajustements	(6,2)	(55,4)
Commandes engagées en fin de période	2 686,4 \$	2 686,4 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	84,3	84,3
Commandes non financées et options	1 400,6	1 400,6
Carnet de commandes total	4 171,3 \$	4 171,3 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence défavorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,11. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,88.

Au cours du trimestre, des commandes de 50,6 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 53,7 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7.3 Santé**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020****Nouveaux programmes et produits**

- Nous avons élargi notre relation avec Edwards Lifesciences afin de développer des solutions de formation des médecins sur mesure pour de nouveaux dispositifs évolués de soins intensifs et de soins cardiaques;
- Nous avons livré une application mobile de simulation cardiovasculaire sur mesure à Cardinal Health (Cordis), qui offre aux médecins des services de formation aux procédures et d'évaluation;
- En collaboration avec l'ASA, nous avons lancé Anesthesia SimSTAT – Labor & Delivery Unit, dernier ajout à la série de modules interactifs de simulation d'anesthésies sur écran, pour lequel l'American Board of Anesthesiology a accordé des crédits de MOCA.

Autre

- Le 12 novembre 2019, nous avons investi dans une entreprise de logiciels permettant d'augmenter l'efficacité d'apprentissage dans le secteur de la santé par le biais d'une participation avec contrôle de 50%, pour une contrepartie en trésorerie de 0,9 million \$.

Prix récompensant l'innovation

- Nous avons remporté un prix EMS World Innovation pour CAE AresAR, application intégrant les HoloLens de Microsoft pour notre mannequin de soins d'urgence doté de six scénarios de réalité augmentée.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2020	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019
Produits des activités ordinaires	33,0	30,4	27,5	40,7	27,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	0,6	(1,4)	(2,8)	4,2	0,6 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	1,8	—	—	10,3	2,2 %
Dotation aux amortissements	3,8	3,5	3,8	3,6	3,4 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	0,3	0,2	1,0	0,6	1,6 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles et autres actifs	3,1	2,7	2,7	2,8	3,0 \$
Capital utilisé	224,7	225,8	226,8	222,8	223,2 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 19 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019

La hausse des produits des activités ordinaires par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019 s'explique principalement par le volume accru à l'égard des simulateurs de patients et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres et des services liés aux relations clés que nous entretenons avec les fabricants OEM.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 90,9 millions \$, en hausse de 12 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres et des services liés aux relations clés que nous entretenons avec les fabricants OEM, ainsi que l'augmentation du volume à l'égard des simulateurs de patients, ont été contrebalancées en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie.

Résultat opérationnel sectoriel stable par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019

Le résultat opérationnel sectoriel a consisté en un bénéfice de 0,6 million \$ pour le trimestre et le troisième trimestre de l'exercice 2019.

La hausse des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut a été contrebalancée par l'investissement accru dans les frais de vente, généraux et d'administration et par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement engagés à l'égard du développement de programmes et produits lancés récemment.

Le résultat opérationnel sectoriel a consisté en une perte de 3,6 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, comparativement à un bénéfice de 0,6 million \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019. La baisse de 4,2 millions \$ est en grande partie attribuable à l'investissement accru dans les frais de vente, généraux et d'administration pour soutenir l'expansion de notre effectif de vente, par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement et par une combinaison moins favorable des produits. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires, comme il est expliqué plus haut.

Capital utilisé en baisse de 1,1 million \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique par les variations du change, contrebalancées en partie par l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	141,7 \$	123,6 \$	432,1 \$	363,8 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	180,4	94,0	(133,3)	0,3
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	322,1 \$	217,6 \$	298,8 \$	364,1 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁷	(19,0)	(14,2)	(55,3)	(54,8)
Autres actifs	(3,2)	(5,7)	(7,9)	(10,6)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	0,2	0,4	2,5
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(10,3)	(17,3)	(10,3)	(27,0)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	14,0	—	22,6	7,1
Dividendes versés	(28,3)	(25,5)	(82,2)	(74,3)
Flux de trésorerie disponibles ⁷	275,3 \$	155,1 \$	166,1 \$	207,0 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁷	(32,6)	(47,4)	(144,1)	(100,8)
Frais de développement inscrits à l'actif	(18,8)	(19,9)	(61,0)	(48,6)
Actions ordinaires rachetées	(12,6)	(49,1)	(32,8)	(92,8)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	21,1	4,9	36,9	11,6
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(0,9)	—	(10,1)	(33,5)
Acquisition de participations mises en équivalence	(113,5)	—	(113,5)	—
Acquisition d'actifs dans le cadre de la monétisation de redevances	—	(202,7)	—	(202,7)
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1,1	15,4	(11,7)	0,6
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	119,1 \$	(143,7) \$	(170,2) \$	(259,2) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Flux de trésorerie disponibles de 275,3 millions \$ pour le trimestre

La hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019 s'explique essentiellement par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie, par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et par la hausse des dividendes reçus des participations mises en équivalence.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles ont totalisé 166,1 millions \$, en baisse de 40,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique essentiellement par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancé en partie par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et par la baisse des paiements nets aux participations mises en équivalence.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 51,6 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 32,6 millions \$ pour le trimestre et à 144,1 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 19,0 millions \$ pour le trimestre et 55,3 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice.

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**9.1 Capital utilisé consolidé**

<i>(montants en millions)</i>	31 décembre 2019	30 septembre 2019	1^{er} avril 2019¹⁾	31 mars 2019
Utilisation du capital :				
Actifs courants	2 024,0 \$	2 013,5 \$	2 109,6 \$	2 112,9 \$
Déduire : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(278,5)	(222,5)	(446,1)	(446,1)
Passifs courants	(1 734,5)	(1 704,1)	(1 917,0)	(1 889,5)
Déduire : Partie courante de la dette à long terme	123,1	231,3	295,9	264,1
Fonds de roulement hors trésorerie ⁸	134,1 \$	318,2 \$	42,4 \$	41,4 \$
Immobilisations corporelles	1 991,3	1 976,0	1 943,3	2 149,3
Actifs au titre de droits d'utilisation	388,6	408,0	432,8	—
Autres actifs non courants	3 040,7	2 923,0	2 899,9	2 903,3
Autres passifs non courants	(802,2)	(831,1)	(787,9)	(801,8)
Total du capital utilisé	4 752,5 \$	4 794,1 \$	4 530,5 \$	4 292,2 \$
Provenance du capital⁸ :				
Partie courante de la dette à long terme	123,1 \$	231,3 \$	295,9 \$	264,1 \$
Dette à long terme	2 462,0	2 434,0	2 298,2	2 064,2
Déduire : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(278,5)	(222,5)	(446,1)	(446,1)
Dette nette ⁸	2 306,6 \$	2 442,8 \$	2 148,0 \$	1 882,2 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 362,4	2 269,8	2 303,8	2 331,3
Participations ne donnant pas le contrôle	83,5	81,5	78,7	78,7
Provenance du capital	4 752,5 \$	4 794,1 \$	4 530,5 \$	4 292,2 \$

¹⁾ Le 1^{er} avril 2019, nous avons adopté IFRS 16 sans retraitement des chiffres des périodes de comparaison. En conséquence, les variations du capital utilisé devraient être comparées aux chiffres au 1^{er} avril 2019 plutôt qu'au 31 mars 2019 afin de faciliter la comparaison.

Capital utilisé en baisse de 41,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique d'abord et avant tout par la diminution du fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par la hausse des autres actifs non courants et par la baisse des autres passifs non courants.

Rendement du capital utilisé (RCU)⁸

Notre RCU a été de 10,7 % pour le trimestre. Le RCU avant les éléments particuliers s'est établi à 11,4 % pour le trimestre, comparativement à 11,7 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et à 11,5 % pour le trimestre précédent.

Les éléments particuliers comprennent l'incidence de l'intégration de BBAT pour les exercices 2020 et 2019. Pour l'exercice 2019, ils comprennent également le produit d'impôt sur le résultat découlant de l'adoption d'une baisse du taux d'imposition fédéral aux États-Unis et le profit net à la réévaluation de la participation antérieure dans l'AACE.

Abstraction faite de l'incidence d'IFRS 16, le RCU se serait établi à 10,8 % et le RCU avant les éléments particuliers aurait totalisé 11,6 % pour le trimestre, comparativement à 11,7 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et à 11,7 % pour le dernier trimestre.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Puisque nous avons adopté IFRS 16 sans retraitement des chiffres des périodes de comparaison, nous n'avons pas retraité les calculs du RCU pour les périodes précédentes de manière à tenir compte de la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation. Afin de faciliter la comparaison avec les résultats des périodes précédentes, nous avons exclu l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 des calculs du RCU pour l'exercice 2020 en éliminant les nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation du capital utilisé et en rajoutant le montant net des charges financières, après impôt, au résultat net.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 184,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse est essentiellement attribuable à la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer, à la diminution des actifs sur contrat et à la hausse des passifs sur contrat.

Autres actifs non courants en hausse de 117,7 millions \$

L'augmentation s'explique essentiellement par l'investissement accru dans les participations mises en équivalence du fait de l'acquisition d'une participation de 50 % dans SIMCOM.

Autres passifs non courants en baisse de 28,9 millions \$

La baisse s'explique essentiellement par la diminution des obligations au titre des avantages du personnel, en grande partie du fait de la hausse du taux d'actualisation utilisé pour déterminer nos obligations au titre des régimes à prestations définies.

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres et le ratio de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019
Dette nette en début de période	2 442,8 \$	1 882,2 \$
Obligations locatives comptabilisées au 1 ^{er} avril 2019 en raison de l'adoption d'IFRS 16	—	265,8
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(119,1)	170,2
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	(28,8)	(51,6)
Incidence des regroupements d'entreprises	(0,1)	1,5
Variations des obligations locatives	7,3	25,5
Autres	4,5	13,0
Variation de la dette nette pour la période	(136,2) \$	424,4 \$
Dette nette en fin de période	2 306,6 \$	2 306,6 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ⁹	48,5 %	
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres, compte non tenu de l'incidence d'IFRS 16	44,9 %	
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ⁹	2,71	
Ratio de la dette nette sur le BAIIA, compte non tenu de l'incidence d'IFRS 16	2,49	

Puisque nous avons adopté IFRS 16 sans retraitement des chiffres des périodes de comparaison, nous n'avons pas retraité les calculs du ratio de la dette nette sur les capitaux propres ni ceux du ratio de la dette nette sur le BAIIA pour les périodes précédentes. Afin de faciliter la comparaison avec les résultats des périodes précédentes, nous avons exclu l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 des calculs du ratio de la dette nette sur les capitaux propres et de ceux du ratio de la dette nette sur le BAIIA pour l'exercice 2020 en éliminant les nouvelles obligations locatives de la dette nette, en supprimant les nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation du capital utilisé et en rajoutant la dotation aux amortissements et les charges financières au BAIIA.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA reflète le solde de la dette au 31 décembre 2019, y compris la dette contractée pour financer les récentes acquisitions. Le BAIIA tient compte des résultats des entreprises acquises et des participations mises en équivalence à partir de leur date d'acquisition respective. Nous ne calculons pas de BAIIA pro forma sur les douze derniers mois pour les entreprises acquises récemment.

Nous disposons d'une ligne de crédit à taux variable consentie par un consortium de prêteurs. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit. En août 2019, le montant total disponible aux termes de cette facilité a été porté de 550,0 millions \$ US à 850,0 millions \$ US.

Certaines de nos filiales et nous avons également conclu une entente visant la vente de certaines de nos créances clients d'un montant d'un maximum de 300,0 millions \$ US.

En mai 2019, nous avons racheté pour 12,5 millions \$ [9,3 millions \$ US] un actif qui était auparavant financé aux termes d'un contrat de location et qui avait été acquis dans le cadre de l'acquisition de BBAT.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

En juin 2019, nous avons remboursé des billets de premier rang non garantis de 80,4 millions \$ [60,0 millions \$ US] et un emprunt à terme de 14,9 millions \$ [11,0 millions \$ US].

En juin 2019, nous avons conclu un emprunt à terme afin de financer plusieurs nouveaux appareils destinés à nos activités nord-américaines. Celui-ci représentait une obligation de 5,3 millions \$ au 31 décembre 2019.

En octobre 2019, nous avons racheté des actifs qui étaient auparavant financés aux termes d'un contrat de location pour 9,8 millions \$ [7,5 millions \$ US].

En décembre 2019, nous avons remboursé des billets de premier rang non garantis de 95,0 millions \$ et émis des billets de 100,0 millions \$ US, ce qui représentait une obligation de 129,9 millions \$ au 31 décembre 2019. Nous avons également affecté un montant de 15,7 millions \$ [11,7 millions \$ US] de liquidités soumises à restrictions précédemment détenus en garantie, au remboursement partiel d'un emprunt à terme.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien de certaines clauses restrictives de nature financière usuelles. Au 31 décembre 2019, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et au rachat d'actions ordinaires, et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en hausse de 94,6 millions \$ pour le trimestre

La hausse des capitaux propres s'explique en grande partie par le résultat net de 99,8 millions \$ et par des réévaluations de régimes de retraite à prestations définies de 22,7 millions \$, facteurs neutralisés en partie par des dividendes de 28,3 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2019, nous avions au total 265 873 662 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 675,8 millions \$. Nous avons également 6 202 770 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 janvier 2020, nous avions un total de 266 064 553 actions ordinaires émises et en circulation, et 6 033 329 options étaient en cours aux termes du ROA.

Rachat et annulation d'actions

Le 8 février 2019, nous avons annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 300 613 de nos actions ordinaires. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 25 février 2019 et prendra fin le 24 février 2020 ou lorsque nous aurons achevé ses achats ou choisirons d'y mettre fin, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019, nous avons racheté et annulé 386 700 actions ordinaires (1 923 400 actions ordinaires en 2018) aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au prix moyen pondéré de 32,69 \$ l'action ordinaire (25,54 \$ en 2018), pour une contrepartie totale de 12,6 millions \$ (49,1 millions \$ en 2018). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 11,7 millions \$ (44,4 millions \$ en 2018), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Pelesys Learning Systems Inc.

Le 26 avril 2019, nous avons acquis la participation résiduelle de 55 % dans Pelesys Learning Systems Inc. (Pelesys) pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 4,0 millions \$ et un montant à payer à long terme de 5,7 millions \$.

Pelesys est un chef de file mondial en matière de solutions de formation et de didacticiels pour l'aviation. L'acquisition renforcera notre offre de didacticiels et consolidera la prestation de nos services de formation d'élève-pilote à commandant de bord à travers notre réseau mondial. Avant cette transaction, notre participation de 45 % dans Pelesys était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Luftfartsskolen AS

Le 26 juin 2019, nous avons acquis les actions de Luftfartsskolen AS, une école de formation initiale au vol située à Oslo, en Norvège, pour une contrepartie en trésorerie de 3,5 millions \$. L'acquisition renforcera notre leadership et notre présence mondiale en matière de formation dans le domaine de l'aviation civile en élargissant notre réseau d'académies de vol et en étendant notre portefeuille de solutions de formation en aviation.

Le prix d'achat de Pelesys et de Luftfartsskolen AS est essentiellement attribué au goodwill et aux immobilisations incorporelles. Les actifs nets, y compris les immobilisations incorporelles, découlant des acquisitions de Pelesys et de Luftfartsskolen AS sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. La répartition du prix d'achat était préliminaire au 31 décembre 2019.

Autres

Le 12 novembre 2019, nous avons investi dans une entreprise de logiciels permettant d'augmenter l'efficacité d'apprentissage dans le secteur de la santé par le biais d'une participation avec contrôle de 50%, pour une contrepartie en trésorerie de 0,9 million \$.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, nous avons achevé l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris des activités de formation d'Avianca, de Logitude et des centres de formation en Inde, acquis au cours de l'exercice 2019. Les ajustements du calcul des actifs identifiables nets acquis et des passifs repris au titre des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2019 ont entraîné une hausse de 6,2 millions \$ des immobilisations incorporelles et une baisse de 4,7 millions \$ des actifs d'impôt différé et de 1,5 million \$ des autres actifs nets.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, une contrepartie en trésorerie nette de 1,7 million \$ a été payée au titre des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2019.

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées

IFRS 16, *Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui a remplacé IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes. La nouvelle norme introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. Elle exige que le preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Les bailleurs continuent de classer les contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement puisque IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables déjà en vigueur pour le bailleur.

Nous avons adopté IFRS 16 le 1^{er} avril 2019 en utilisant la méthode rétrospective modifiée. Selon cette méthode, l'information comparative n'a pas été retraitée et l'effet cumulatif de l'application initiale d'IFRS 16 a été comptabilisé dans les capitaux propres à la date de première application, le 1^{er} avril 2019.

Nous avons choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes :

- Ne pas réévaluer si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de première application;
- Utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation;
- Comptabiliser les contrats de location à court terme et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur en tant que charge de location selon le mode linéaire, conformément aux exigences actuelles d'IAS 17;
- Comptabiliser les contrats de location dont l'échéance se situe dans les 12 mois suivant la date de première application comme s'il s'agissait de contrats de location à court terme;
- Ajuster l'actif au titre du droit d'utilisation du montant comptabilisé selon IAS 37 au titre de la provision pour les contrats de location déficitaires en lieu et place de tests de dépréciation;
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de première application;
- Évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation comme si IFRS 16 avait été appliquée depuis le début du contrat de location au taux d'emprunt marginal à la date de première application.

Lorsque nous sommes le preneur, IFRS 16 donne lieu à la comptabilisation au bilan de la majorité des contrats de location qui étaient auparavant classés en tant que contrats de location simple aux termes d'IAS 17, à moins qu'ils satisfassent à l'exemption pour les contrats à court terme ou les contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

Dans l'état consolidé de la situation financière, l'adoption a donné lieu à la comptabilisation de nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation de 226,8 millions \$ et de nouvelles obligations locatives de 265,8 millions \$ présentés dans la dette à long terme, et les montants ont été actualisés au taux d'emprunt marginal au 1^{er} avril 2019 (taux moyen pondéré de 5,4 %). En outre, des actifs au titre de contrats de location-financement de 206,0 millions \$ comptabilisés aux termes d'IAS 17 ont été reclassés dans les actifs au titre de droits d'utilisation.

Dans l'état consolidé du résultat net, nous comptabilisons une dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation et une charge d'intérêts sur les obligations locatives en remplacement de la charge au titre des contrats de location simple comptabilisée conformément à IAS 17.

Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les remboursements sur le capital des obligations locatives sont présentés dans les activités de financement, alors qu'aux termes d'IAS 17, les paiements au titre des contrats de location simple étaient pris en compte dans les activités opérationnelles.

Le tableau suivant présente l'incidence cumulative de l'adoption d'IFRS 16 sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} avril 2019 :

(montants en millions)	31 mars 2019	Ajustements IFRS 16	1 ^{er} avril 2019
Actif			
Total de l'actif courant	2 112,9 \$	(3,3) \$	2 109,6 \$
Immobilisations corporelles	2 149,3	(206,0)	1 943,3
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	432,8	432,8
Investissement dans les participations mises en équivalence	312,1	(3,7)	308,4
Autres actifs non courants	2 591,2	0,3	2 591,5
Total de l'actif	7 165,5 \$	220,1 \$	7 385,6 \$
Passif et capitaux propres			
Partie courante de la dette à long terme	264,1 \$	31,8 \$	295,9 \$
Autres passifs courants	1 625,4	(4,3)	1 621,1
Total du passif courant	1 889,5 \$	27,5 \$	1 917,0 \$
Dette à long terme	2 064,2	234,0	2 298,2
Autres passifs non courants	801,8	(13,9)	787,9
Total du passif	4 755,5 \$	247,6 \$	5 003,1 \$
Total des capitaux propres	2 410,0 \$	(27,5) \$	2 382,5 \$
Total du passif et des capitaux propres	7 165,5 \$	220,1 \$	7 385,6 \$

La différence entre le montant de nouvelles obligations locatives comptabilisées au 1^{er} avril 2019 et nos paiements de loyers futurs minimaux au titre des contrats de location simple non résiliables au 31 mars 2019, qui s'établit à 274,1 millions \$, s'explique en grande partie par les facteurs d'actualisation appliqués aux paiements de loyers, par l'inclusion de la période de renouvellement optionnelle que nous avons la certitude raisonnable d'exercer et par l'exclusion des paiements de loyers sur les contrats de location de courte durée et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

Les principaux changements apportés à nos méthodes comptables sont résumés ci-après :

Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, nous évaluons si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

La Société en tant que preneur

Nous comptabilisons un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial de l'obligation locative, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts qui devront être engagés pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la remise en état du bien ou du lieu, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est ultérieurement amorti sur la période allant de la date de début jusqu'à la fin de la durée d'utilité de cet actif ou, si elle est antérieure, jusqu'à l'échéance du contrat de location en vertu d'une option d'achat. Si nous avons la certitude raisonnable d'obtenir la propriété avant la fin du contrat de location, l'actif loué est amorti sur sa durée d'utilité. Les durées d'amortissement, les valeurs résiduelles (uniquement lorsque nous avons la certitude raisonnable d'obtenir la propriété du bien avant la fin du contrat de location) et les modes d'amortissement sont les suivants :

	Mode	Taux d'amortissement / durée
Immeubles et terrains	Amortissement linéaire	De 1 an à 40 ans
Simulateurs	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10 %)	N'excédant pas 25 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif / Amortissement linéaire	N'excédant pas 7 ans

Par ailleurs, l'actif au titre du droit d'utilisation est périodiquement réduit des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté au titre de certaines réévaluations de l'obligation locative.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers à la date de début, calculée au taux d'intérêt implicite du contrat de location s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. Les paiements de loyers comprennent les paiements fixes, y compris en substance, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, les sommes que nous nous attendons à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle, le prix d'exercice des options d'achat que nous avons la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers au cours d'une période de renouvellement optionnelle que nous avons la certitude raisonnable d'exercer et les pénalités exigées en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location que nous avons la certitude raisonnable de résilier.

L'obligation locative est ultérieurement évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation d'un indice ou d'un taux, dans les sommes que nous nous attendons à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle ou dans notre appréciation de la certitude raisonnable d'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lorsque l'obligation locative est réévaluée de cette manière, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation ou est comptabilisé en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

Contrats de location à court terme et contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur

Les paiements associés aux contrats de location à court terme et à ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Transactions de cession-bail

Dans le cadre d'une transaction de cession-bail, le transfert d'un actif est comptabilisé comme une vente lorsque le contrôle de l'actif sous-jacent est transféré au client, conformément à notre politique de comptabilisation des produits des activités ordinaires. Autrement, l'actif transféré demeure inscrit au bilan et nous comptabilisons un passif financier à hauteur du produit transféré. Lorsque le transfert d'un actif satisfait aux critères de notre politique de comptabilisation des produits des activités ordinaires, une partie du profit découlant de la vente est comptabilisée immédiatement après la vente, à hauteur de la proportion de l'actif que CAE ne conserve pas par le biais du contrat de location. La proportion de l'actif que conserve CAE par le biais du contrat de location est comptabilisée en tant qu'actif au titre du droit d'utilisation, et l'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs.

La Société en tant que bailleur

À la date de début d'un contrat de location, nous classons ce contrat soit en tant que contrat de location-financement, soit en tant que contrat de location simple. Un contrat de location est classé dans les contrats de location-financement s'il transfère au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés dans les contrats de location simple.

L'actif sous-jacent d'un contrat de location-financement est décomptabilisé à la date de début. La valeur actualisée nette des paiements de loyers minimaux et toute valeur résiduelle non garantie actualisée sont inscrites dans les créances clients non courantes. Les produits financiers sont comptabilisés sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location correspondant.

Lorsque nous relouons un contrat de location, nous comptabilisons notre intérêt dans le contrat de location principal et notre intérêt dans le contrat de sous-location séparément. Nous classons le contrat de sous-location en fonction de l'actif au titre du droit d'utilisation issu du contrat et non du bien sous-jacent.

Recours au jugement et utilisation d'estimations et de provisions

La Société en tant que preneur à un contrat de location

L'application d'IFRS 16 exige que nous posions des jugements et fassions des estimations qui influent sur la valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives, essentiellement au titre du taux d'emprunt implicite, du taux d'emprunt marginal et de la certitude raisonnable d'exercice d'options d'achat, de renouvellement ou de résiliation.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, qui porte sur la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), des valeurs fiscales, des pertes fiscales non utilisées, des crédits d'impôt non utilisés et des taux d'imposition en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux aux termes d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. La norme indique si les traitements fiscaux doivent être considérés isolément ou collectivement, en plus de fournir des directives sur l'établissement d'hypothèses relatives aux contrôles des administrations fiscales quant au bénéfice imposable (à la perte fiscale), aux valeurs fiscales, aux pertes fiscales non utilisées, aux crédits d'impôt non utilisés et aux taux d'imposition.

IFRIC 23 a été adoptée rétrospectivement le 1^{er} avril 2019 et n'a donné lieu à aucun ajustement important.

Modifications d'IAS 19, Avantages du personnel

En février 2018, l'IASB a publié des modifications d'IAS 19, *Avantages du personnel*, qui apportent des précisions relatives à la comptabilisation des modifications, réductions ou liquidations de régimes à prestations définies. Les modifications prévoient l'utilisation d'hypothèses actuarielles actualisées pour déterminer le coût des services rendus durant la période et le coût financier net de la période faisant suite à la modification, à la réduction ou à la liquidation d'un régime.

Les modifications d'IAS 19 ont été adoptées le 1^{er} avril 2019 et s'appliqueront aux modifications, réductions ou liquidations survenant après cette date.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du troisième trimestre clos le 31 décembre 2019, nous n'avons pas apporté de modifications importantes à nos contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Notre chef de la direction et notre chef de la direction financière évaluent périodiquement l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information chaque trimestre. À la clôture du troisième trimestre, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont confirmé que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces.

13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2020					
Produits des activités ordinaires	825,6	896,8	923,5	¹⁾	2 645,9 \$
Résultat net	63,0	75,0	99,8	¹⁾	237,8 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	61,5	73,8	97,7	¹⁾	233,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,5	1,2	2,1	¹⁾	4,8 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,23	0,28	0,37	¹⁾	0,88 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,23	0,28	0,37	¹⁾	0,87 \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,24	0,28	0,37	¹⁾	0,88 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	265,8	266,2	265,8	¹⁾	265,9
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	267,6	268,2	267,6	¹⁾	267,7
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,34	1,32	1,32	¹⁾	1,33
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1,47	1,46	¹⁾	1,48
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,63	1,70	¹⁾	1,68
Exercice 2019²⁾					
Produits des activités ordinaires	722,0	743,8	816,3	1 022,0	3 304,1 \$
Résultat net	71,6	63,6	79,5	125,4	340,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	69,4	60,7	77,6	122,3	330,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	2,9	1,9	3,1	10,1 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,26	0,23	0,29	0,46	1,24 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,26	0,23	0,29	0,46	1,23 \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,26	0,23	0,29	0,48	1,25 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	267,6	267,4	266,1	265,1	266,6
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,3	269,2	267,5	266,8	268,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,29	1,31	1,32	1,33	1,31
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,54	1,52	1,51	1,51	1,52
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,76	1,71	1,70	1,73	1,72
Exercice 2018²⁾					
Produits des activités ordinaires	656,2	618,2	828,2	720,9	2 823,5 \$
Résultat net	61,2	62,1	145,8	85,6	354,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	59,6	60,3	143,8	82,3	346,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,6	1,8	2,0	3,3	8,7 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,22	0,22	0,54	0,31	1,29 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,22	0,22	0,53	0,31	1,28 \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,22	0,20	0,38	0,31	1,11 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	268,6	268,7	268,1	267,6	268,2
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,8	269,9	269,5	269,0	269,5
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,35	1,26	1,27	1,26	1,28
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,48	1,47	1,49	1,55	1,50
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,64	1,68	1,75	1,70

¹⁾ Non disponible.

²⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 16. De plus amples renseignements sont présentés sous *Modifications de méthodes comptables*.

État consolidé de la situation financière

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Notes	31 décembre 2019 ⁽¹⁾	31 mars 2019
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		278,5 \$	446,1 \$
Créances clients et autres débiteurs		497,9	496,0
Actifs sur contrat		505,2	523,5
Stocks		607,4	537,0
Acomptes		54,1	57,4
Impôt sur le résultat à recouvrer		55,6	33,6
Actifs financiers dérivés		25,3	19,3
Total de l'actif courant		2 024,0 \$	2 112,9 \$
Immobilisations corporelles		1 991,3	2 149,3
Actifs au titre de droits d'utilisation		388,6	—
Immobilisations incorporelles		2 014,4	2 027,9
Participations mises en équivalence	4	431,4	312,1
Actifs d'impôt différé		82,3	71,0
Actifs financiers dérivés		11,4	12,8
Autres actifs		501,2	479,5
Total de l'actif		7 444,6 \$	7 165,5 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer		839,5 \$	883,8 \$
Provisions		24,8	28,7
Impôt sur le résultat à payer		23,9	25,7
Passifs sur contrat		715,3	670,2
Partie courante de la dette à long terme	7	123,1	264,1
Passifs financiers dérivés		7,9	17,0
Total du passif courant		1 734,5 \$	1 889,5 \$
Provisions		27,9	36,3
Dette à long terme	7	2 462,0	2 064,2
Obligations relatives aux redevances		132,8	136,2
Obligations au titre des avantages du personnel		251,3	212,6
Profits différés et autres passifs		241,6	267,0
Passifs d'impôt différé		147,1	147,0
Passifs financiers dérivés		1,5	2,7
Total du passif		4 998,7 \$	4 755,5 \$
Capitaux propres			
Capital-actions		675,8 \$	649,6 \$
Surplus d'apport		26,7	24,8
Cumul des autres éléments du résultat global		135,1	199,0
Résultats non distribués		1 524,8	1 457,9
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		2 362,4 \$	2 331,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		83,5	78,7
Total des capitaux propres		2 445,9 \$	2 410,0 \$
Total du passif et des capitaux propres		7 444,6 \$	7 165,5 \$

⁽¹⁾ Se référer à la note 2 – Modifications de méthodes comptables pour l'impact lié à l'adoption d'IFRS 16.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat net

(Non audité)		Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)		2019 ⁽¹⁾	2018	2019 ⁽¹⁾	2018
	Notes				
Produits des activités ordinaires	5	923,5 \$	816,3 \$	2 645,9 \$	2 282,1 \$
Coût des ventes		632,0	583,0	1 874,0	1 628,6
Marge brute		291,5 \$	233,3 \$	771,9 \$	653,5 \$
Frais de recherche et de développement		33,6	31,1	101,3	91,5
Frais de vente, généraux et d'administration		118,3	101,4	329,6	292,0
Autres profits – montant net	6	(3,5)	(2,5)	(15,3)	(17,1)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	5	(11,8)	(9,7)	(34,3)	(23,1)
Résultat opérationnel		154,9 \$	113,0 \$	390,6 \$	310,2 \$
Charges financières – montant net	7	36,7	19,3	105,9	55,2
Résultat avant impôt sur le résultat		118,2 \$	93,7 \$	284,7 \$	255,0 \$
Charge d'impôt sur le résultat		18,4	14,2	46,9	40,3
Résultat net		99,8 \$	79,5 \$	237,8 \$	214,7 \$
Attribuable aux:					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		97,7 \$	77,6 \$	233,0 \$	207,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2,1	1,9	4,8	7,0
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base	9	0,37 \$	0,29 \$	0,88 \$	0,78 \$
Dilué	9	0,37 \$	0,29 \$	0,87 \$	0,77 \$

⁽¹⁾ Se référer à la note 2 – Modifications de méthodes comptables pour l'impact lié à l'adoption d'IFRS 16.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Résultat net	99,8 \$	79,5 \$	237,8 \$	214,7 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Différence de conversion liée aux établissements à l'étranger	(10,2) \$	137,9 \$	(98,2) \$	51,8 \$
Reclassement au résultat net de différence de conversion	(8,0)	(2,0)	(19,9)	(17,9)
Gains (pertes) des couvertures de flux de trésorerie – montant net	5,9	(27,0)	15,4	(22,7)
Reclassement au résultat net des couvertures de flux de trésorerie	(0,1)	0,1	(3,2)	0,7
Gains (pertes) des couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	22,7	(26,3)	32,6	(27,7)
Impôt sur le résultat	(2,0)	3,9	7,8	8,6
	8,3 \$	86,6 \$	(65,5) \$	(7,2) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des régimes de pension à prestations définies	30,9 \$	(14,6) \$	(29,5) \$	18,5 \$
Variation nette des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat global	0,1	0,1	—	—
Impôt sur le résultat	(8,2)	3,9	7,8	(4,9)
	22,8 \$	(10,6) \$	(21,7) \$	13,6 \$
Autres éléments du résultat global	31,1 \$	76,0 \$	(87,2) \$	6,4 \$
Total du résultat global	130,9 \$	155,5 \$	150,6 \$	221,1 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	129,0 \$	150,6 \$	147,4 \$	209,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,9	4,9	3,2	11,2

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)		Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société									
Période de neuf mois close le 31 décembre 2019 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)		Actions ordinaires		Cumul des autres éléments du		Résultats non distribués		Participations ne donnant pas le contrôle		Total des capitaux propres	
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	résultat global		Total				
Solides à l'ouverture de la période		265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	199,0 \$	1 457,9 \$	2 331,3 \$	78,7 \$	2 410,0 \$	(27,5)	
Impact lié à l'adoption d'IFRS 16	2	—	—	—	—199,0	(27,5)	(27,5)	—	—	(27,5)	
Solides au 1 avril 2019		265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	—	1 430,4 \$	2 303,8 \$	78,7 \$	2 382,5 \$		
Résultat net		—	— \$	— \$	—	233,0 \$	233,0 \$	4,8 \$	237,8 \$		
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(63,9)	(21,7)	(85,6)	(1,6)	(87,2)		
Total du résultat global		—	— \$	— \$	(63,9) \$	211,3 \$	147,4 \$	3,2 \$	150,6 \$		
Options sur actions exercées		1 317 280	25,7	(3,2)	—	—	22,5	—	22,5		
Achat facultatif au comptant d'actions		1 323	—	—	—	—	—	—	—		
Actions ordinaires rachetées et annulées	9	(978 431)	(2,4)	—	—	(30,4)	(32,8)	—	(32,8)		
Charge de rémunération fondée sur des actions		—	—	5,1	—	—	5,1	—	5,1		
Transactions avec des participations		—	—	—	—	—	—	—	—		
ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	(1,4)	(1,4)	1,6	0,2		
Dividendes en actions	9	85 887	2,9	—	—	(2,9)	—	—	—		
Dividendes en trésorerie	9	—	—	—26,7	—	(82,2)	(82,2)	—	(82,2)		
Solides à la clôture de la période		265 873 662	675,8 \$	\$	135,1 \$	1 524,8 \$	2 362,4 \$	83,5 \$	2 445,9 \$		
période											
Période de neuf mois close le 31 décembre 2018 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)											
	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres		
Solides à l'ouverture de la période		267 738 530	633,2 \$	21,3 \$	260,3 \$	1 314,3 \$	2 229,1 \$	68,4 \$	2 297,5 \$		
Résultat net		—	— \$	— \$	—	207,7 \$	207,7 \$	7,0 \$	214,7 \$		
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(11,4)	13,6	2,2	4,2	6,4		
Total du résultat global		—	— \$	— \$	(11,4) \$	221,3 \$	209,9 \$	11,2 \$	221,1 \$		
Options sur actions exercées		771 825	13,3	(1,8)	—	—	11,5	—	11,5		
Achat facultatif au comptant d'actions		1 873	0,1	—	—	—	0,1	—	0,1		
Actions ordinaires rachetées et annulées	9	(3 610 100)	(8,7)	—	—	(84,1)	(92,8)	—	(92,8)		
Charge de rémunération fondée sur des actions		—	—	5,7	—	—	5,7	—	5,7		
Dividendes en actions	9	113 600	3,0	—	—	(3,0)	—	—	—		
Dividendes en trésorerie	9	—	—	—	—248,9	(74,3)	(74,3)	—	(74,3)		
Solides à la clôture de la période		265 015 728	640,9 \$	25,2 \$	\$	1 374,2 \$	2 289,2 \$	79,6 \$	2 368,8 \$		

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2019 ⁽¹⁾	2018
Activités opérationnelles			
Résultat net		237,8 \$	214,7 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements	5	226,9	153,7
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		(34,3)	(23,1)
Impôt sur le résultat différé		6,9	24,9
Crédits d'impôt à l'investissement		6,3	(8,0)
Rémunération fondée sur des actions		13,3	3,4
Régimes de retraite à prestations définies		12,5	12,4
Autres passifs non courants		(32,0)	(22,1)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		(7,4)	4,4
Autres		2,1	3,5
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	10	(133,3)	0,3
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		298,8 \$	364,1 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	3	(10,1) \$	(33,5) \$
Acquisition de participations mises en équivalence	4	(113,5)	—
Ajout d'actifs par le biais de la monétisation de redevances		—	(202,7)
Ajouts d'immobilisations corporelles	5	(199,4)	(155,6)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		0,4	2,5
Ajouts d'immobilisations incorporelles	5	(69,7)	(62,1)
Paievements nets versés aux participations mises en équivalence		(10,3)	(27,0)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		22,6	7,1
Autres		0,8	2,9
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(379,2) \$	(468,4) \$
Activités de financement			
Produits nets tirés des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		135,3 \$	— \$
Produits tirés de la dette à long terme	7	161,4	84,3
Remboursement sur la dette à long terme	7	(229,6)	(66,6)
Remboursement sur des obligations locatives	7	(64,5)	(8,3)
Dividendes versés		(82,2)	(74,3)
Émission d'actions ordinaires		22,5	11,6
Rachat d'actions ordinaires	9	(32,8)	(92,8)
Variations des liquidités soumises à restrictions	7	15,7	—
Autres		(1,3)	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(75,5) \$	(146,1) \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(11,7) \$	0,6 \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(167,6) \$	(249,8) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		446,1	611,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		278,5 \$	361,7 \$
Information supplémentaire :			
Intérêts payés		75,5 \$	38,0 \$
Intérêts reçus		7,8	10,5
Impôt sur le résultat payé		25,5	23,4

⁽¹⁾ Se référer à la note 2 – Modifications de méthodes comptables pour l'impact lié à l'adoption d'IFRS 16.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes annexes

(Non audité)

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 7 février 2020.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les avionneurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- (i) Solutions de formation pour l'aviation civile - Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité - Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense dans les domaines aériens, terrestres et navals, et pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé - Conçoit et fabrique des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élabore des didacticiels et offre des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi qu'aux médecins dans le monde entier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes suivent leur formation. Donc, les services de formation de CAE sont historiquement moins sollicités au cours du deuxième trimestre de son exercice financier.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada - Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, Information financière intermédiaire, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2019, à l'exception des changements présentés à la note 2.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui a remplacé IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes. La nouvelle norme introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location-simple ou location-financement. Elle exige que le preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Les bailleurs continuent de classer les contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement, puisque IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables déjà en vigueur du bailleur.

IFRS 16 a été adoptée le 1^{er} avril 2019 en utilisant la méthode rétrospective modifiée. Selon cette méthode, l'information comparative n'a pas été retraitée et l'effet cumulatif de l'application initiale d'IFRS 16 a été comptabilisé dans les capitaux propres à la date de première application le 1^{er} avril 2019.

La Société a également choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes :

- Ne pas réévaluer si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de première application;
- Utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation;
- Comptabiliser les contrats de location à court terme et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur en tant que charge de location selon le mode linéaire, conformément aux exigences actuelles d'IAS 17;
- Comptabiliser les contrats de location dont l'échéance se situe dans les 12 mois suivant la date de première application comme s'il s'agissait de contrats de location à court terme;
- Ajuster l'actif au titre du droit d'utilisation du montant comptabilisé selon IAS 37 au titre de la provision pour les contrats de location déficitaires en lieu et place de tests de dépréciation;
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de première application;
- Évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation comme si IFRS 16 avait été appliquée depuis le début du contrat de location au taux d'emprunt marginal à la date de première application.

Lorsque la Société est le preneur, IFRS 16 donne lieu à la comptabilisation au bilan de la majorité des contrats de location qui étaient auparavant classés en tant que contrats de location simple aux termes d'IAS 17, à moins qu'ils satisfassent à l'exemption pour les contrats à court terme ou les contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

Dans l'état consolidé de la situation financière, l'adoption a donné lieu à la comptabilisation de nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation de 226,8 millions \$ et de nouvelles obligations locatives de 265,8 millions \$, présentés dans la dette à long terme, et les montants ont été actualisés au taux d'emprunt marginal au 1^{er} avril 2019 (taux moyen pondéré de 5,4%). En outre, des actifs au titre de contrats de location-financement de 206,0 millions \$, comptabilisés aux termes d'IAS 17 ont été reclassés dans les actifs au titre de droits d'utilisation.

Dans l'état consolidé du résultat net, la Société comptabilise une dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation et une charge d'intérêts sur les obligations locatives en remplacement de la charge au titre des contrats de location simple comptabilisée conformément à IAS 17.

Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les remboursements sur le capital des obligations locatives sont présentés dans les activités de financement, alors qu'aux termes d'IAS 17, les paiements au titre des contrats de location simple étaient pris en compte dans les activités opérationnelles.

Le tableau suivant présente l'incidence cumulative de l'adoption d'IFRS 16 sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} avril 2019 :

(montants en millions)	31 mars 2019	Ajustements IFRS 16	1 ^{er} avril 2019
Actif			
Total de l'actif courant	2 112,9	\$ (3,3)	\$ 2 109,6
Immobilisations corporelles	2 149,3	(206,0)	1 943,3
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	432,8	432,8
Participations mises en équivalence	312,1	(3,7)	308,4
Autres actifs non courants	2 591,2	0,3	2 591,5
Total de l'actif	7 165,5	\$ 220,1	\$ 7 385,6
Passif et capitaux propres			
Partie courante de la dette à long terme	264,1	\$ 31,8	\$ 295,9
Autres passifs courants	1 625,4	(4,3)	1 621,1
Total du passif courant	1 889,5	\$ 27,5	\$ 1 917,0
Dette à long terme	2 064,2	234,0	2 298,2
Autres passifs non courants	801,8	(13,9)	787,9
Total du passif	4 755,5	\$ 247,6	\$ 5 003,1
Total des capitaux propres	2 410,0	\$ (27,5)	\$ 2 382,5
Total du passif et des capitaux propres	7 165,5	\$ 220,1	\$ 7 385,6

La différence entre le montant de nouvelles obligations locatives comptabilisées au 1^{er} avril 2019 et les paiements de loyers futurs minimaux au titre des contrats de location simple non résiliables au 31 mars 2019, qui s'établit à 274,1 millions \$, s'explique en grande partie par les facteurs d'actualisation appliqués aux paiements de loyers, par l'inclusion de la période de renouvellement optionnelle que nous avons la certitude raisonnable d'exercer et par l'exclusion des paiements de loyers sur les contrats de location de courte durée et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

Les principaux changements apportés aux méthodes comptables de la société sont résumés ci-après :

Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, la Société doit évaluer si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

La Société en tant que preneur

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial de l'obligation locative, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts qui devront être engagés pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la remise en état du bien ou du lieu, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est ultérieurement amorti sur la période allant de la date de début jusqu'à la fin de la durée d'utilité de cet actif ou, si elle est antérieure, jusqu'à l'échéance du contrat de location en vertu d'une option d'achat. Si la Société a la certitude raisonnable d'obtenir la propriété avant la fin du contrat de location, l'actif loué est amorti sur sa durée d'utilité. Les durées d'amortissement, les valeurs résiduelles (uniquement lorsque la Société a la certitude raisonnable d'obtenir la propriété du bien avant la fin du contrat de location) et les modes d'amortissement sont les suivants:

	Mode	Taux d'amortissement / durée
Immeubles et terrains	Amortissement linéaire	De 1 an à 40 ans
Simulateurs	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10%)	N'excédant pas 25 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif / Amortissement linéaire	N'excédant pas 7 ans

Par ailleurs, l'actif au titre du droit d'utilisation est périodiquement réduit des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté au titre de certaines réévaluations de l'obligation locative.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers à la date de début, calculée au taux d'intérêt implicite du contrat de location s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. Les paiements de loyers comprennent les paiements fixes, y compris en substance, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, les sommes que la Société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle, le prix d'exercice des options d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers au cours d'une période de renouvellement optionnelle que la Société a la certitude raisonnable d'exercer et les pénalités exigées en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location que si la Société a la certitude raisonnable de résilier.

L'obligation locative est ultérieurement évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation d'un indice ou d'un taux, dans les sommes que la Société s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle ou dans son appréciation de la certitude raisonnable d'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lorsque l'obligation locative est réévaluée de cette manière, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation ou est comptabilisé en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

Contrats de location à court terme et contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur

Les paiements associés aux contrats de location à court terme et à ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Transactions de cession-bail

Dans le cadre d'une transaction de cession-bail, le transfert d'un actif est comptabilisé comme une vente lorsque le contrôle de l'actif sous-jacent est transféré au client, conformément à la politique de comptabilisation des produits des activités ordinaires de la Société. Autrement, l'actif transféré demeure inscrit au bilan et la Société comptabilise un passif financier à hauteur du produit transféré. Lorsque le transfert d'un actif satisfait aux critères de la politique de comptabilisation des produits des activités ordinaires de la Société, une partie du profit découlant de la vente est comptabilisée immédiatement après la vente, à hauteur de la proportion de l'actif que la Société ne conserve pas par le biais du contrat de location. La proportion de l'actif que conserve la Société par le biais du contrat de location est comptabilisée en tant qu'actif au titre du droit d'utilisation, et l'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs.

La Société en tant que bailleur

À la date de début d'un contrat de location, la Société classe ce contrat soit en tant que contrat de location-financement, soit en tant que contrat de location simple. Un contrat de location est classé dans les contrats de location-financement s'il transfère au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés dans les contrats de location simple.

L'actif sous-jacent d'un contrat de location-financement est décomptabilisé à la date de début. La valeur actualisée nette des paiements de loyers minimaux et toute valeur résiduelle non garantie actualisée sont inscrites dans les créances clients non courantes. Les produits financiers sont comptabilisés sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location correspondant.

Lorsque la Société reloue un contrat de location, elle comptabilise son intérêt dans le contrat de location principal et son intérêt dans le contrat de sous-location séparément. La Société classe le contrat de sous-location en fonction de l'actif au titre du droit d'utilisation issu du contrat et non du bien sous-jacent.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et de provisions

La Société en tant que preneur à un contrat de location

L'application d'IFRS 16 exige que la Société pose des jugements et fait des estimations qui influent sur la valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives, essentiellement au titre du taux d'emprunt implicite, du taux d'emprunt marginal et de la certitude raisonnable d'exercice d'options d'achat, de renouvellement ou de résiliation.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, qui porte sur la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), des valeurs fiscales, des pertes fiscales non utilisées, des crédits d'impôt non utilisés et des taux d'imposition en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux aux termes d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. La norme indique si les traitements fiscaux doivent être considérés isolément ou collectivement, en plus de fournir des directives sur l'établissement d'hypothèses relatives aux contrôles des administrations fiscales quant au bénéfice imposable (à la perte fiscale), aux valeurs fiscales, aux pertes fiscales non utilisées, aux crédits d'impôt non utilisés et aux taux d'imposition.

IFRIC 23 a été adoptée rétrospectivement le 1^{er} avril 2019 et n'a donné lieu à aucun ajustement important.

Modification IAS 19, *Avantages du personnel*

En février 2018, l'IASB a publié des modifications d'IAS 19, *Avantages du personnel*, qui apportent des précisions relatives à la comptabilisation des modifications, réductions ou liquidations de régimes à prestations définies. Les modifications prévoient l'utilisation d'hypothèses actuarielles actualisées pour déterminer le coût des services rendus durant la période et le coût financier net de la période faisant suite à la modification, à la réduction ou à la liquidation d'un régime.

Les modifications d'IAS 19 ont été adoptées le 1^{er} avril 2019 et s'appliqueront aux modifications, réductions ou liquidations survenant après cette date.

NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Pelesys Learning Systems inc.

Le 26 avril 2019, la Société a acquis la participation résiduelle de 55 % dans Pelesys Learning Systems inc. (Pelesys) pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 4,0 millions \$ et un montant à payer à long terme de 5,7 millions \$.

Pelesys est un chef de file mondial en matière de solutions de formation et de didacticiels pour l'aviation. L'acquisition renforcera l'offre de didacticiels de la Société et consolidera la prestation de services de formation d'élève-pilote à commandant de bord à travers son réseau mondial. Avant cette transaction, la participation de 45% de la Société dans Pelesys était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Luftfartsskolen AS

Le 26 juin 2019, la Société a acquis les actions de Luftfartsskolen AS, une école de formation initiale au vol située à Oslo, en Norvège, pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 3,5 millions \$. Cette acquisition renforcera le leadership et la présence mondiale de la Société en matière de formation dans le domaine de l'aviation civile en élargissant son réseau d'académies de vol et en étendant son portefeuille de solutions de formation en aviation.

Les prix d'achat de Pelesys et de Luftfartsskolen AS sont essentiellement attribué au goodwill et aux immobilisations incorporelles. Les actifs nets, y compris les immobilisations incorporelles, découlant des acquisitions de Pelesys et de Luftfartsskolen AS sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. La répartition des prix d'achat est préliminaire au 31 décembre 2019.

Autres

Le 12 novembre 2019, la Société a investi dans une entreprise de logiciels permettant d'augmenter l'efficacité d'apprentissage dans le secteur de la santé par le biais d'une participation avec contrôle de 50%, pour une contrepartie en trésorerie de 0,9 million \$.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, la Société a achevé son évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris des activités de formation d'Avianca, de Logitude, des centres de formation en Inde et de la division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier acquis au cours de l'exercice 2019. Les ajustements du calcul des actifs identifiables nets acquis et des passifs repris au titre des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2019 ont entraîné une hausse de 6,2 millions \$ des immobilisations incorporelles, une baisse de 4,7 millions \$ des actifs d'impôt différé et une baisse des autres actifs nets de 1,5 million \$.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, une contrepartie supplémentaire en trésorerie nette de 1,7 million \$ a été payée au titre des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2019.

NOTE 4 – PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

Partenariat stratégique avec Directional Aviation capital

Le 4 novembre 2019, la Société a conclu un partenariat stratégique avec Directional Aviation Capital (DAC), comprenant une entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires d'une durée de 15 ans avec des entreprises affiliées de DAC et l'acquisition d'une participation de 50% dans SIMCOM Holdings inc., pour une contrepartie en trésorerie de 113,5 millions \$ [86,3 millions \$ US]. La Société a obtenu le contrôle conjoint de SIMCOM, par conséquent, la coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. SIMCOM opère des simulateurs et des dispositifs d'entraînement au vol représentant une variété d'appareil y compris des jets, des turbopropulseurs et des avions à pistons et à son siège situé à Orlando, en Floride.

Tant que l'entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires d'une durée de 15 ans sera en vigueur, les exploitants d'avions d'affaires affiliés à DAC, dont Flexjet, Flight Options, Flairjet, Sirio, Nextant Aerospace et Corporate Wings, confieront tous leurs besoins de formation à SIMCOM et à CAE.

NOTE 5 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

La Société a décidé de ventiler les produits tirés des contrats avec les clients par segment, par produits et services et par emplacement géographique, car la Société estime qu'elle décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé résultat opérationnel sectoriel). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires externes	558,1 \$	458,4 \$	332,4 \$	330,2 \$	33,0 \$	27,7 \$	923,5 \$	816,3 \$
Dotation aux amortissements	59,8	37,7	14,1	11,8	3,8	3,4	77,7	52,9
Baisse de valeur des stocks – montant net	0,4	0,2	0,3	0,3	—	—	0,7	0,5
Baisse de valeur des créances clients – montant net	0,5	0,1	—	—	—	—	0,5	0,1
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	8,4	7,8	3,4	1,9	—	—	11,8	9,7
Résultat opérationnel sectoriel	123,0	87,2	31,3	25,2	0,6	0,6	154,9	113,0

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires externes	1 565,6 \$	1 282,4 \$	989,4 \$	918,8 \$	90,9 \$	80,9 \$	2 645,9 \$	2 282,1 \$
Dotation aux amortissements	173,0	109,7	42,8	34,1	11,1	9,9	226,9	153,7
Baisse de valeur des stocks – montant net	1,1	0,4	0,8	0,6	—	0,1	1,9	1,1
Baisse de valeur des créances clients – montant net	2,3	0,4	—	0,4	0,1	—	2,4	0,8
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	25,0	15,4	9,3	7,7	—	—	34,3	23,1
Résultat opérationnel sectoriel	321,8	228,8	72,4	80,8	(3,6)	0,6	390,6	310,2

Les dépenses d'investissement en immobilisations par secteur, qui prennent la forme d'ajouts aux immobilisations corporelles et incorporelles, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Solutions de formation pour l'aviation civile	52,8 \$	65,6 \$	204,5 \$	165,0 \$
Défense et sécurité	16,7	15,9	54,6	43,5
Santé	3,4	4,6	10,0	9,2
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	72,9 \$	86,1 \$	269,1 \$	217,7 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients et autres débiteurs, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les actifs au titre de droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif se présente comme suit :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Actif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	4 797,0 \$	4 373,0 \$
Défense et sécurité	1 662,5	1 627,2
Santé	267,0	271,6
Actif non inclus dans l'actif utilisé	718,1	893,7
Total de l'actif	7 444,6 \$	7 165,5 \$
Passif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	1 062,5 \$	1 098,3 \$
Défense et sécurité	588,1	595,2
Santé	42,3	48,8
Passif non inclus dans le passif utilisé	3 305,8	3 013,2
Total du passif	4 998,7 \$	4 755,5 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Produits de simulation	362,6 \$	348,2 \$	1 064,0 \$	962,7 \$
Formation et services	560,9	468,1	1 581,9	1 319,4
	923,5 \$	816,3 \$	2 645,9 \$	2 282,1 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les produits des activités ordinaires sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires externes				
Canada	81,7 \$	59,5 \$	245,9 \$	183,2 \$
États-Unis	365,6	315,6	1 102,3	840,2
Royaume-Uni	49,8	59,4	149,2	162,8
Allemagne	34,7	28,0	116,9	79,2
Pays-Bas	14,2	16,9	53,2	69,8
Espagne	26,6	28,2	86,6	65,6
Autres pays d'Europe	83,1	92,0	228,6	265,2
Émirats arabes unis	41,0	27,4	60,6	88,9
Chine	40,5	74,9	143,5	179,7
Autres pays d'Asie	94,4	65,8	289,7	209,0
Australie	12,7	10,4	35,2	38,4
Autres pays	79,2	38,2	134,2	100,1
	923,5 \$	816,3 \$	2 645,9 \$	2 282,1 \$

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	1 618,9 \$	1 557,0 \$
États-Unis	1 710,9	1 580,7
Brésil	111,7	116,4
Royaume-Uni	387,3	285,2
Luxembourg	183,7	187,0
Pays-Bas	209,1	196,9
Autres pays d'Europe	391,3	336,5
Malaisie	177,8	177,6
Autres pays d'Asie	170,4	177,8
Autres pays	171,3	176,4
	5 132,4 \$	4 791,5 \$

NOTE 6 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Cession d'immobilisations corporelles	(0,3) \$	0,1 \$	(0,3) \$	1,2 \$
Montant net des gains (pertes) de change	7,7	(0,2)	20,7	15,2
Réévaluation d'un investissement – montant net	—	—	0,6	—
Autres	(3,9)	2,6	(5,7)	0,7
Autres profits – montant net	3,5 \$	2,5 \$	15,3 \$	17,1 \$

NOTE 7 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

Émission de billets de premier rang non garantis

En décembre 2019, la Société a émis des billets de premier rang non garantis de 131,7 millions \$ [100,0 millions \$ US], échéant en décembre 2034 et portant intérêt au taux de 4,9%.

Remboursement de billets de premier rang non garantis, d'emprunts à terme et rachat d'actifs auparavant financés aux termes d'un contrat de location

En mai 2019, la Société a racheté un actif auparavant financé aux termes d'un contrat de location pour 12,5 millions \$ [9,3 millions \$ US] acquis dans le cadre de l'acquisition de la division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier.

En juin 2019, la Société a remboursé des billets de premier rang non garantis totalisant 80,4 millions \$ [60,0 millions \$ US], échus au cours du mois et un emprunt à terme de 14,9 millions \$ [11,0 millions \$ US].

En octobre 2019, la Société a racheté des actifs auparavant financés aux termes d'un contrat de location pour 9,8 millions \$ [7,5 millions \$ US].

En décembre 2019, la Société a remboursé des billets de premier rang non garantis totalisant 95,0 millions \$, échus au cours du mois et a partiellement remboursé un emprunt à terme sans recours pour un montant de 15,7 millions \$ [11,7 millions \$ US] en utilisant des liquidités soumises à restrictions précédemment détenues en garantie.

Modification de la facilité de crédit renouvelable

En août 2019, la Société a renégocié l'accord sur sa facilité de crédit à terme renouvelable non garantie, portant le montant total disponible de 550,0 millions \$ US à 850,0 millions \$ US. La date d'échéance et le taux d'intérêt applicable de la facilité de crédit à terme renouvelable non garantie sont demeurés inchangés.

Charges financières – montant net

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les obligations locatives)	26,8 \$	14,8 \$	76,5 \$	44,4 \$
Obligations locatives	5,8	1,9	17,7	5,6
Obligations relatives aux redevances	2,9	3,0	8,7	9,0
Obligations au titre des avantages du personnel	1,4	1,5	4,1	4,2
Autres	3,6	3,5	10,6	9,4
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1,0)	(1,4)	(3,8)	(3,5)
Charges financières	39,5 \$	23,3 \$	113,8 \$	69,1 \$
Produits financiers :				
Prêts et contrats de location-financement	(2,1) \$	(2,0) \$	(5,7) \$	(6,7) \$
Autres	(0,7)	(2,0)	(2,2)	(7,2)
Produits financiers	(2,8) \$	(4,0) \$	(7,9) \$	(13,9) \$
Charges financières – montant net	36,7 \$	19,3 \$	105,9 \$	55,2 \$

NOTE 8 – PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Nouveaux marchés principaux, Innover, SimÉco 4.0 et Projet Intelligence Numérique se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	11,1 \$	16,3 \$	13,4 \$	6,2 \$
Contributions	7,4	13,9	24,6	32,9
Paievements reçus	(9,2)	(10,8)	(28,7)	(19,7)
Montant à recevoir à la clôture de la période	9,3 \$	19,4 \$	9,3 \$	19,4 \$

NOTE 9 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES**Capital-actions*****Rachat et annulation d'actions ordinaires***

Le 8 février 2019, la Société a annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 300 613 actions ordinaires. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 25 février 2019 et prendra fin le 24 février 2020 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira d'y mettre fin, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, la Société avait racheté et annulé 978 431 actions ordinaires (3 610 100 actions en 2018) au prix moyen pondéré de 33,54 \$ l'action ordinaire (25,71 \$ en 2018) aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie totale de 32,8 millions \$ (92,8 millions \$ en 2018). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 30,4 millions \$ (84,1 millions \$ en 2018), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

Calcul du résultat par action

Les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	265 792 502	266 073 641	265 913 468	267 050 425
Effet dilutif des options sur actions	1 769 947	1 407 901	1 748 854	1 504 036
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	267 562 449	267 481 542	267 662 322	268 554 461

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, des options sur 1 203 400 actions ordinaires (1 722 800 en 2018) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, des options sur 1 203 400 actions ordinaires (1 722 800 en 2018) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour trimestre clos le 31 décembre 2019 se sont élevés à 29,2 millions \$, soit 0,11 \$ par action (26,5 millions \$ en 2018, soit 0,10 \$ par action). Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, les dividendes déclarés se sont élevés à 85,1 millions \$, soit 0,32 \$ par action (77,3 millions \$ en 2018, soit 0,29 \$ par action).

NOTE 10 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2019	2018
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients et autres débiteurs	(24,4) \$	(74,5) \$
Actifs sur contrat	8,3	(38,5)
Stocks	(84,9)	(77,6)
Acomptes	(2,0)	(11,3)
Impôt sur le résultat	(21,5)	(23,1)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(50,7)	175,9
Provisions	(5,0)	(9,1)
Passifs sur contrat	46,9	58,5
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(133,3) \$	0,3 \$

NOTE 11 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur des investissements en actions dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme, des redevances et des autres passifs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires. Suite à l'adoption d'IFRS 16 le 1 avril 2019, la divulgation de la juste valeur des obligations locatives n'est plus requise;
- vi) La juste valeur des contreparties éventuelles découlant des regroupements d'entreprises est fondée sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, la probabilité de réalisation des facteurs sur lesquels repose l'éventualité et le taux d'actualisation ajusté au risque utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie pondérés en fonction des probabilités.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1: Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2: Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3: Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers par catégorie se présentent comme suit :

	Niveau	31 décembre		31 mars	
		Valeur		Valeur	
		comptable	Juste valeur	comptable	Juste valeur
		Total	Total	Total	Total
Actifs (passifs) financiers à la JVRN					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	278,5 \$	278,5 \$	446,1 \$	446,1 \$
Liquidités soumises à restrictions	Niveau 1	11,4	11,4	27,3	27,3
Dérivés incorporés sur devises	Niveau 2	—	—	0,1	0,1
Swaps sur actions	Niveau 2	1,9	1,9	10,4	10,4
Contrats de change à terme	Niveau 2	1,5	1,5	(2,5)	(2,5)
Contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	Niveau 3	(11,9)	(11,9)	(11,9)	(11,9)
Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture					
Swaps de devises	Niveau 2	9,8	9,8	11,1	11,1
Contrats de change à terme	Niveau 2	14,1	14,1	(6,5)	(6,5)
Actifs (passifs) financiers comptabilisés au coût amorti					
Créances clients ¹⁾	Niveau 2	465,4	465,4	451,7	451,7
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	128,4	144,7	91,5	103,1
Avances à un placement de portefeuille	Niveau 2	29,1	29,1	29,5	29,5
Autres actifs ²⁾	Niveau 2	22,3	23,6	25,7	25,7
Dettes fournisseurs et charges à payer ³⁾	Niveau 2	(624,5)	(624,5)	(770,8)	(770,8)
Total de la dette à long terme ⁴⁾	Niveau 2	(2 115,0)	(2 335,6)	(2 335,4)	(2 470,7)
Autres passifs non courants ⁵⁾	Niveau 2	(171,2)	(199,4)	(164,0)	(184,6)
Actifs financiers à la JVRG					
Investissements en actions	Niveau 3	3,3	3,3	3,3	3,3
		(1 956,9) \$	(2 188,1) \$	(2 194,4) \$	(2 338,7) \$

¹⁾ Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

²⁾ Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

³⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁴⁾ La valeur comptable exclut les coûts de transaction.

⁵⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, il n'y a aucune variance des instruments financiers de niveau 3.

NOTE 12 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les soldes en cours de la Société auprès de ses participations mises en équivalence se présentent comme suit :

	31 décembre	31 mars
	2019	2019
Créances clients et autres débiteurs	40,3 \$	33,9 \$
Actifs sur contrat	17,3	13,4
Autres actifs	25,4	18,7
Dettes fournisseurs et charges à payer	1,7	2,2
Passifs sur contrat	32,4	30,7
Autres passifs non courants	1,5	1,6

Les transactions de la Société avec ses participations mises en équivalence se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires	22,7 \$	21,4 \$	79,7 \$	44,1 \$
Achats	0,2	0,6	0,9	1,8
Autres produits	0,2	0,4	0,7	1,1

